

l'Occident de

Maurice BARDECHE :

Socialisme fasciste

●

Horia SIMA :

La fin de la « Garde de Fer »

●

Thies CHRISTOPHERSEN :

Un commando à Auschwitz

●

Aldo De QUARTO :

La Renaissance du Futurisme en Italie

●

Frédéric LORMEAU :

D'Annunzio au Vittoriale

●

Jehan BOUYAL :

Espagne : Reconquista An I

COMITE DE DIFFUSION DE

« DEFENSE DE L'OCCIDENT »

DANS LA REGION PARISIENNE

ESSONNE : Comité de Diffusion de « *Défense de L'Occident* » dans l'Essonne — C. O. INITIATIVE 91 W — B. P. 4 — 91570 BIEVRES.

HAUTS DE SEINE : Comité de Diffusion de « *Défense de L'Occident* » dans les Hauts de Seine — 3 bis, rue Silvy — 92000 NANTERRE.

PARIS 14ème et 15ème : Comité de Diffusion de « *Défense de L'Occident* » PARIS 14ème et 15ème — C. O. APAC 14^e - 15^e — 95, rue de Lourmel — 75015 PARIS.

(Permanence tous les vendredis à 21 heures).

COMITE DE DIFFUSION DE

« DEFENSE DE L'OCCIDENT »

EN BELGIQUE : Raymond DEHAIBE, 31, Rue Bonne Nouvelle, 4000 LIEGE — Tél. 041.27.16.29.

EN SUISSE : Daniel COLOGNE, 4/6, Rue du Lac, 1207 GENEVE — Tél. 35.84.39.

POUR LE NORD : Philippe PENNEL, B. P. 1145, 59012 LILLE Cedex.

POUR LA REGION LYONNAISE : Jean-François MAYER, 7, Avenue Adolphe-Max, 69005 LYON.

Défense de l'Occident

Revue Mensuelle — Nouvelle Série — 25^e Année

MARS 1977 — N° 146

SOMMAIRE

- Maurice BARDECHE : *Socialisme fasciste* 3
- Horia SIMA : *Au dossier de l'histoire des fascismes européens : La fin de la « Garde de Fer »* 13
- Aldo De QUARTO : *La Renaissance du futurisme en Italie, avec une interview d'Enzo Benedetto* 32
- Frédéric LORMEAU : *Gabriele d'Annunzio au Vittoriale* 44
- Thies CHRISTOPHERSEN : *Un commando à Auschwitz* 50
- Jehan BOUYAL : *Espagne : Reconquista an I* 65



- LES LIVRES DU MOIS, par Jean-Paul Roudeau et Guillaume de Ferette : *Le sens des mots, de Thierry Maulnier ; Raisons de famille, de Jacques Perret ; Madame Roland, de Françoise Kermina ; Le mal français, d'Alain Peyrefitte ; Les vingt ans du jeune homme vert, de Michel Déon* 75
- NOS AMIS ECRIVENT : *Les Mystères du Président Carter dans Initiative (par Pierre Hofstetter) ; Les investissements étrangers en France dans Jeune Garde Solidariste ; Le Document Brejnev dans Valeurs actuelles* 86

NOUVELLE ADRESSE :

B. P. 97, 75962 Paris - Cedex 20 - C. C. P. 65 35 65 Paris

BULLETIN D'ABONNEMENT

Veillez m'inscrire pour un abonnement
à votre REVUE DEFENSE DE L'OCCIDENT

à partir du N°

NOM :

PRENOM :

ADRESSE :

.....

Signature :

Prix du numéro	8 F.
Abonnements — 1 an (10 numéros)	70 F.
Etranger — 1 an (10 numéros)	75 F.
<i>Abonnement spécial étudiants, lycéens, travailleurs sans emploi</i>	30 F.
Abonnement de soutien	100 F.

Paiement par mandat, chèque bancaire ou virement postal

adressé à « *Défense de l'Occident* »

B. P. 97, 75962 PARIS CEDEX 20

C. C. P. 65-35-65 PARIS

Socialisme Fasciste

C'est le titre d'un essai de Drieu La Rochelle, constatation symbolique, car le socialisme fasciste est une idée et non un catalogue de réalisations. Tous les mouvements fascistes ont rencontré le socialisme à un moment donné, tous s'en sont inspirés : le parti hitlérien s'appelait officiellement Parti Socialiste National des ouvriers allemands (NSDAP, national sozialistische deutsche arbeiter partei), Mussolini est un instituteur socialiste, José-Antonio Primo de Rivera est le symbole du socialisme national-syndicaliste, la Garde de Fer est un mouvement d'étudiants et de paysans, Mosley en Angleterre était un ministre travailliste, Doriot en France était un leader communiste et le PPF eut pour origine la cellule communiste de Saint-Denis. Tous les mouvements fascistes historiques ont été des mouvements de libération contre la confiscation du pouvoir réel par le capitalisme cosmopolite et la malhonnêteté fondamentale des régimes démocratiques qui dépouillait le peuple de son droit de participation. Et pourtant, à l'exception du régime justicialiste de Peron en Argentine, les circonstances n'ont jamais permis la réalisation intégrale de la vocation socialiste des partis fascistes. Ceux qui sont arrivés au pouvoir ont immédiatement à reconstituer une économie ruinée par une gestion démagogique, à rétablir un ordre bouleversé par l'anarchie, à créer au sortir du chaos leurs propres structures ou à se défendre contre des périls extérieurs qui menaçaient leur existence même : tâches urgentes et indispensables qui ont mobilisé toutes leurs forces, qui ont imposé des priorités. Finalement, les circonstances ont empêché presque partout la synthèse qu'ils voulaient réaliser entre le socialisme et le nationalisme, et le changement socialiste est devenu un objectif secondaire par rapport aux impératifs de la survie nationale.

Une difficulté s'ajoutait à ces circonstances. Les mouvements fascistes ont toujours refusé de détruire les structures de la société capitaliste. Leurs adversaires étaient la ploutocratie, le pouvoir du capitalisme apatride, les usurpateurs de la souveraineté de la nation : leur objectif était de mettre l'intérêt national au-dessus des intérêts capitalistes et par conséquent d'imposer un pouvoir régalien capable d'assurer la protection du peuple et la justice, comme autrefois les rois l'avaient fait contre les excès du pouvoir féodal. Cette politique de conservation des anciennes structures ne pouvait avoir comme aboutissement qu'une transformation des mentalités et un transfert des pouvoirs : elle excluait la destruction révolutionnaire de l'ordre social, toujours plus spectaculaire et malheureusement plus facile à réaliser que des réformes profondes.

Cette nostalgie du socialisme fasciste, elle est si profonde qu'on voit reparaître régulièrement dans les mouvements néo-fascistes les germes d'un fascisme national-révolutionnaire, plus verbal que concret, et qui présente toutes les nuances de la radicalisation doctrinale jusqu'au rêve, également verbal, d'un national-communisme. Ce phénomène peut être observé partout en Europe, aussi bien en Italie qu'en Allemagne, en Espagne, et en France ; provoquant la naissance de groupes ou de publications extrémistes intransigeantes, éprises de pureté et d'absolu, traduisant très bien par leur violence même, ce *manque* fortement ressenti, avertisseur qui nous permet de mesurer à la fois la permanence et l'importance de cette vocation socialiste dans toute tentative de redéfinition du fascisme et aussi l'imprécision, parfois le vide qui les accompagnent quand il s'agit de préconiser des mesures et d'établir un programme.

Est-ce une contradiction propre à tout néo-fascisme que cette impuissance à combiner la conservation des structures hiérarchiques sur lesquelles repose toute la civilisation occidentale avec des mesures spécifiquement socialistes ? ou les néo-fascistes expriment-ils inconsciemment par ces velléités l'impossibilité de *greffer* des mesures de justice sociale sur une civilisation profondément étrangère à leur idéal,

et par conséquent l'impossibilité de participer à un dialogue sur les questions actuelles, qui les condamne à l'isolement et à l'utopie ?

*
**

Revenons donc aux principes. Toute vision nouvelle des rapports sociaux rejetant le marxisme repose sur un certain nombre de postulats, qui sont, je crois, communs à tous les groupes d'opposition radicale, quelles que soient leur tendance propre ou leur choix tactique.

1° Condamnation du libéralisme économique et politique qui est l'instrument de la domination ploutocratique. Seul un régime autoritaire peut imposer le respect de l'intérêt national et de la justice sociale.

2° Refus de la lutte des classes. C'est un schéma marxiste qui ne peut aboutir qu'au sabotage de l'économie et à une dictature bureaucratique, la prospérité est un bénéfice qui profite à tous et qui ne peut être obtenu que par une collaboration loyale et une juste répartition.

3° Protection du capital national qui est un capital-travail, représenté par tous ceux qui participent à la production. Cette masse-production est inerte par elle-même. Elle ne peut être activée que par l'initiative du capital-argent, ou par la créativité et l'énergie individuelle. La fonction de l'Etat est de favoriser cette initiative, mais sans permettre que des contrats léonins soient imposés par ceux qui sont en position de force à ceux qui offrent leur travail.

4° L'économie nationale étant un facteur de l'indépendance nationale au même titre que l'armée et les institutions doit être protégée contre les ingérences étrangères, quel que soit leur moyen d'action, idéologique ou économique. L'indépendance économique doit être reconnue comme un facteur capital de l'indépendance nationale.

5° Les nations modernes étant devenues des ensembles économique-politiques dans lesquels ce qu'on appelle le pouvoir appartient tout autant à ceux qui contrôlent les secteurs importants de l'économie qu'à ceux qui ont l'exclusivité sou-

vent illusoire, des décisions politiques, la participation à la vie de la nation doit s'exercer aussi bien dans le domaine de l'économie que dans celui de la politique. Les instruments de cette participation à la vie réelle du pays sont à inventer. Cette participation ne peut s'exercer par des méthodes anarchiques qui remettent un pouvoir de fait à des organisations qui ne sont ni représentatives ni intégrées au mécanisme constitutionnel.

6° L'intérêt national doit avoir la priorité sur tous les intérêts particuliers. Aucun citoyen n'ayant le droit de se soustraire aux lois, aucune règle, convention ou privilège ne doit permettre aux personnes morales que sont les sociétés commerciales de se soustraire à la loi de l'intérêt national qui est la loi suprême de la nation.

Il n'y a rien dans ces principes qui soit spécifiquement socialiste au sens où l'on entend ce mot aujourd'hui, puisque le socialisme n'est pas autre chose pour nos contemporains qu'une guerre sociale qui doit se terminer par le triomphe des états-majors bureaucratiques qui prétendent représenter les travailleurs. Mais ces mêmes principes s'accordent très facilement, en revanche, avec une autre conception du socialisme, celle qui recherche une juste répartition des résultats de la production entre les différents partenaires. Cette préoccupation n'est pas l'idée directrice qui inspire ces postulats, mais elle en est le résultat. La juste répartition ne sera jamais obtenue par des luttes sporadiques récurrentes dont les effets sont remis en question aussitôt par la dégradation de la monnaie : elle ne peut être obtenue que par l'autorité d'un Etat fort qui impose les conditions qui lui paraissent équitables.

*
**

Ces principes peuvent-ils inspirer des positions cohérentes dans les problèmes qui sont traités actuellement devant l'opinion ? Il est évident qu'un certain nombre d'entre eux n'ont pas d'application dans un régime qui n'assure ni la priorité de l'intérêt national, ni l'indépendance de l'économie nationale, et qui ne dispose pas non plus d'une auto-

rité suffisante à l'égard des puissances économiques qui lui imposent leurs propres solutions. Sur quelques points, néanmoins, ces postulats de base peuvent servir à accepter ou à rejeter certaines des solutions qui sont proposées actuellement à l'opinion. Bien entendu, ils ne fournissent pas un catalogue et ce qui suit n'est qu'une série de réflexions qui laissent de côté bien des aspects du problème social. C'est seulement ce qui me paraît logique et ce n'est rien d'autres que quelques thèmes proposés à nos lecteurs.

— La défense de la monnaie contre les exigences démagogiques de groupes de pression irresponsables est la base de toute répartition juste et durable, car les augmentations nominales de salaires acquises par la grève ou l'intimidation sont illusoire quand l'argent perd son pouvoir d'achat. Il faut donc appuyer l'action du premier chef du gouvernement qui, depuis trente ans, ait eu le courage de résister à la comédie traditionnelle de la mobilisation des « masses ».

— Le problème grave du chômage et en particulier du chômage des jeunes a été surmonté dans les régimes fascistes par des solutions originales qui n'ont rien perdu de leur efficacité. Au lieu d'un service militaire obligatoire, stérile et inadapté, qu'une armée de métier et de miliciens remplacerait avantageusement, ayons le courage de réhabiliter le service du travail qui a fait ses preuves comme facteur de brassage et de fraternité des différents milieu sociaux et comme école d'énergie, de vigueur, de réhabilitation des tâches physiquement difficiles. Ce service du travail devrait être volontaire, mais encouragé par la priorité d'entrée dans la fonction civile, les services civils, les entreprises nationalisées, les grandes firmes, au profit de ceux qui auraient été des volontaires du travail au service de la nation, ainsi que par une grille d'avancement tenant compte de leur civisme. Les grands travaux qui pourraient être entrepris ainsi sont de nature à mettre en valeur des régions déshéritées et par leur réalisation même créeraient des débouchés nouveaux pour des industries complémentaires. Le service du travail a été, dans le passé, une épreuve de virilité, qui laissait la fierté d'avoir participé dans le rang à une œuvre utile et difficile.

à une mobilisation de la jeunesse pacifique, désintéressée, fraternelle. Ses victoires sont des œuvres : elles laissent des traces durables de bien-être et de prospérité au lieu de se manifester par la destruction et la mort. Je suis convaincu que des milliers de jeunes préféreraient ce service volontaire pour la cité et pour les hommes aux délices du flipper et de l'enregistrement des « tubes ». Ils y apprendraient mieux que par des affiches à ne pas mépriser ceux qui poussent des brouettes ou qui portent des madriers : et rien n'empêche qu'on leur enseigne aussi des techniques plus difficiles qui les aideront à avoir une qualification professionnelle. Cette solution « fasciste » du drame du chômage a une coloration si « socialiste », qu'elle a pu être revendiquée par Jacques Attali, conseiller de François Mitterrand, dans un article du *Nouvel Observateur* : « Si tous les jeunes Français passaient quelques mois de service civique dans de tels emplois (il s'agit des « emplois pénibles »), la revalorisation du travail manuel et la réduction du chômage seraient massivement accélérés. » (No du 21 au 27 février). C'est des mouvements qui refusent de condamner les expériences « fascistes » que devraient venir de telles propositions et non pas de l'entourage de François Mitterrand.

— Les postulats énumérés plus haut entraînent comme conséquence le refus de l'autogestion qui paralyse et sanctionne l'esprit d'initiative, moteur indispensable de l'économie, mais ils ne s'opposent pas à certaines formes de la cogestion limitée aux grandes firmes. Dans de telles entreprises, le capital-travail fourni par les cadres, les techniciens et les ouvriers étant un des deux facteurs de la production, il est naturel qu'il soit représenté dans les conseils à côté du capital financier qui assure la naissance et le développement de l'ensemble. Les modalités de cette représentation font naître des difficultés qui ne sont peut-être pas insurmontables. La plus grave est le danger que les syndicats ne s'arrogent le monopole de la représentation du personnel et ne deviennent une énorme puissance de fait en contrôlant ainsi des secteurs entiers de l'économie. Mais il n'est pas moins anormal que des groupes bancaires, bien souvent téléguidés par la finance internationale, soient en fait inves-

tis du même pouvoir dans des société de nationalité française, mais dont le personnel n'est plus qu'une main-d'œuvre taillable et corvéable au profit d'un capitalisme anonyme. Rien ne s'oppose donc à ce que des groupes qui souhaitent un régime de type nouveau examinent avec un préjugé favorable des projets de cogestion, pourvu que ceux-ci éliminent à la fois le parasitisme des syndicats et celui des financiers internationaux. Nous devons souhaiter que l'Etat cesse d'être l'opresseur, mais qu'il devienne le protecteur de tous ceux qui travaillent, quelles que soient leur place et leur fonction. Des lois sont « socialistes » lorsqu'elles permettent aux hommes d'échapper au destin mécanique dont la civilisation industrielle les menace et qu'elles en font des *participants* responsables dans les organismes économiques qui déterminent dans le monde moderne ce que sera leur vie de chaque jour.

— Pour les mêmes raisons, nous devons rejeter le principe des nationalisations. Les entreprises nationalisées n'apportent aucune liberté nouvelle, elles ne permettent pas plus de participation réelle que les entreprises capitalistes. Elles ne font que remplacer une bureaucratie par une autre. Et leur extension n'aurait pour résultat que de coiffer toute notre économie par une énorme superstructure bureaucratique parlysante et dont le rôle ne peut être que de préparer l'installation d'une technostrucure collectiviste.

— Dans une société économique-politique où les décisions dont dépend notre vie quotidienne ne sont pas moins importantes que celles qui relèvent de la gérance politique, il est naturel que les syndicats soient devenus une force, puisqu'ils sont la seule forme de représentation des milieux professionnels, mais cette force nouvelle est arbitraire dans sa représentativité, elle a des modes d'élections anarchiques, incontrôlés et souvent malhonnêtes, elle s'arroge un pouvoir d'administration et par conséquent d'intimidation sur les travailleurs qui est l'abus d'une situation de fait, elle provoque des actions irresponsables dont le public est toujours la victime et dont l'économie toute entière risque de souffrir. La représentation professionnelle est nécessaire, elle est une

défense contre certains arbitraires, elle est un instrument de discussion et un élément d'équilibre. Aussi doit-elle être *institutionnalisée*. Exigeons des syndicats dont les élections soient libres, loyales et contrôlées comme le sont les élections politiques, imposons pour les désignations des responsables et les délibérations décisives le même quorum que dans les conseils d'administration, assurons la représentation équilibrée des différents groupes de travailleurs selon leur importance et leur efficacité, et proposons que les organismes professionnels ainsi restructurés aient des pouvoirs et aussi des responsabilités définis par la constitution : ils devraient devenir l'organe de la participation des travailleurs à la vie économique comme les institutions politiques représentent leur participation à la vie politique.

Cette excursion à travers l'actualité est brève, elle ne signale que quelques thèmes. Et il ne peut en être autrement, puisque ce que nous reprochons aux régimes démocratiques — et bien entendu à la social-démocratie alliée aux communistes — est son impuissance à réaliser une véritable justice sociale, parce que le suffrage universel oblige les candidats et les partis à rechercher, pour financer leurs campagnes, des compromissions avec ceux qu'ils prétendent combattre. On ne peut attendre d'eux qu'un faux socialisme, comme ils nous ont fabriqué une fausse démocratie.

*
**

A la vérité, le socialisme fasciste, on ne le trouve pas dans les programmes parce qu'il est ailleurs que dans ce qu'on appelle de ce mot abstrait et vague qui ne contient que l'illusion. L'Etat nouveau dont on peut rêver ne peut être que le gérant de la civilisation industrielle, mais il peut essayer de la maîtriser. Pas plus que le communisme, il ne peut faire de miracles ; pas plus que le communisme, il ne peut abolir les fatalités de la civilisation industrielle. Mais il peut la rendre différente et réinjecter la vie dans ce corps sclérosé. Plus qu'un catalogue de revendications, le véritable socialisme des temps modernes est celui qui s'attaquera à la vie contre-nature à laquelle le vertige de la production

et la libre concurrence ont fini par nous condamner. La vie contre-nature qui est la vie de chaque jour de la plupart des hommes, il ne tient qu'à nous de la transformer en nous refusant à la frénésie du gain et à la primauté absolue de la bataille économique. Il y aura toujours des usines, mais on peut amender les horaires pour rendre la vie en usine moins sinistre et moins monotone ; on peut diviser les éléments de la production en les dispersant en petites unités, en multipliant les sous-traitances presque artisanales, en émiettant les mastodontes de l'industrie, en recherchant même si, dans certains cas, le travail familial à domicile ne peut pas remplacer la vie collective en atelier ; on peut multiplier les moyens de transport, les rendre plus légers, plus rapides, plus pratiques, échapper à l'anonymat et à la torpeur du métro et des trains de banlieue ; on peut humaniser l'habitat et renoncer aux casernes sinistres qui entourent nos villes, construire des demeures qui aient la taille humaine. C'est cela le socialisme de l'avenir, car ce sont les problèmes de l'avenir. Nous devons retrouver une vie à l'échelle humaine. Et là, encore, c'est un socialiste professionnel que je retrouve, puisque c'est Léon Blum qui se servit le premier de cette expression.

Tout est là en effet. La civilisation industrielle fait de nous une colonie d'insectes. La drogue, le désespoir, la violence n'ont pas d'autre origine que cette vie de fourmis qui est imposée à la plupart des hommes. Notre avenir et notre salut, c'est de retrouver une vie conforme à la nature, une vie qui permet aux hommes d'être des hommes, de respirer, de courir, de vivre, comme doivent le faire les mammifères que nous sommes, de ne plus être ankylosés par des idéologies, mais de pouvoir nous développer librement selon les instincts paysans, selon la liberté animale que la nature a mise en nous.

Et si je dis que ce socialisme de l'avenir ne peut être réalisé que par des types de régimes entièrement nouveaux, c'est qu'il exige des régimes qui mettent une certaine conception de la vie au-dessus de toutes les contingences économiques. Pour nous, en Europe, cette condition ne peut être

réalisée que par un système économique autarcique qui nous permette d'échapper aux lois d'airain du libéralisme économique, aux obligations esclavagistes de la concurrence et de l'exportation à tout prix. L'Europe peut réaliser ce système autarcique, elle a les moyens, mais cette autarcie, garantie de la véritable liberté et du véritable socialisme, seuls peuvent la mettre en pratique des régimes désintéressés qui soient en même temps les régimes politiquement et militairement forts. Le dehors de cela, le socialisme ne sera jamais que le rêve irréalisable de nations de robots.

Maurice BARDECHE.

Au dossier de l'Histoire des Fascismes Européens

LA FIN DE LA « GARDE DE FER »

(Interview d'Horia Sima)

Q. : *D'après Codreanu le légionnaire doit devenir un « homme nouveau ». Cette terminologie a aussi été propre au Fascisme, ce qui a poussé le prof. De Felice à considérer que le Fascisme serait un dérivé de la Révolution Française. Quelles sont les caractéristiques de l'homme nouveau légionnaire et sous quel aspect se différencie-t-il du Fascisme ?*

R. : La terminologie d' « homme nouveau » est très répandue dans l'histoire et parmi les grands réformateurs. L'expression est fréquemment employée depuis l'époque des premiers chrétiens ; elle a été adoptée aujourd'hui même par les communistes. Selon la presse d'au-delà du Rideau de Fer, tous les tyrans des pays subjugués proclament que le but de l'éducation communiste doit être la formation d'un « homme nouveau » qui corresponde à l'idéal marxiste, c'est-à-dire à un individu dont on a extirpé tout vestige de personnalité et de pensée libre.

Il est logique qu'on recoure à ce terme. Toute transformation politico-sociale d'une nation, à toute époque, suppose un effort soutenu en vue du changement de la mentalité courante. Donc, « l'ancien » et « le nouveau » se heurtent, entrent en conflit. Le résultat peut être, soit l'échec de l'entreprise téméraire devant la solidité de la vieille conception, soit la victoire de l'homme nouveau.

L'interprétation du prof. De Felice est forcée. Le Fascisme n'a rien à voir avec la Révolution Française. Il se peut qu'il existe certaines apparences, certaines coïncidences, mais l'esprit du Fascisme est tout à fait autre et c'est

cela l'essentiel. Le Fascisme est une création révolutionnaire « *anti-Révolution Française* ». Si quelque chose a pu inspirer Mussolini du dehors, alors il s'agit du nationalisme maurrassien lequel, par Corradini, s'est transmis au fondateur du Fascisme.

Le Fascisme est quelque chose de propre à l'Italie, une réaction spécifique du peuple italien en un moment de crise totale de l'Etat. Dans le fascisme s'est manifesté l'éternel nationalisme italien, qui explique tant le « *Risorgimento* » que le « *Movimento Sociale Italiano* » et dont émaneront par la suite d'autres impulsions de salut aux moments de péril mortel pour la nation.

Le Fascisme n'est pas l'expression d'une classe, ainsi que certains veulent l'interpréter, mais l'expression de la totalité nationale. Dans le Fascisme ont été représentées toutes les classes sociales, en commençant par l'aristocratie et jusqu'aux travailleurs les plus humbles. Les fascistes ont été avant tout *les fils de la patrie* et en seconde place, ils représentaient aussi certains intérêts professionnels.

Les caractéristiques de *l'homme nouveau* dérivent de ce qu'on a dit antérieurement. Il existe un faisceau ou un bloc de valeurs fondamentales : individu — nation — Dieu, et sur cette base s'élève « *l'homme nouveau* » légionnaire. Le légionnaire est avant tout conscient de l'existence de ces valeurs et de leur ordre hiérarchique ; il s'efforce de les réaliser dans son propre « *moi* ». Une fois bien ancré dans ces principes, une fois transformé spirituellement dans leur sens par l'éducation reçue dans le « *Nid* » (1), il devient un agent de transformation du milieu social dont il fait partie. La révolution intérieure qui s'accomplit en lui, il la propage vers le dehors, en convainquant d'autres individus à adhérer au même type d'homme. Les nouveaux convertis, à leur tour, procèdent de la même façon. Ils s'efforcent de gagner d'autres éléments et ainsi le mouvement se propage, sous l'impulsion d'un dynamisme extraordinaire.

(1) C'est le nom qu'on donnait dans la Garde de Fer aux cellules de base du mouvement.

La différence entre *l'homme nouveau* légionnaire et *l'homme nouveau* fasciste consiste dans l'instrument éducatif par lequel s'opère le changement de mentalité du peuple. Mussolini avait le « *culte de l'Etat* ». Il croyait que l'Etat, par sa force collective, par son prestige, par ses buts impériaux, peut créer une nation de héros.

Corneliu Codreanu s'adressait à l'individu, à la partie positive de son âme. C'est cette partie qu'il cherchait à cultiver pour faire vaincre en lui l'homme inférieur, pour que l'individu devienne un héros, dans le sens d'une force créatrice au service de son peuple.

Dans le fameux article sur sa rencontre avec Corneliu Codreanu, Julius Evola a exposé fidèlement les différences qui existent entre le Fascisme, le National-Socialisme et le Légionnarisme, ainsi qu'il les a entendues de la bouche du Capitaine lui-même.

Q. : *Existe-t-il des relations de collaboration entre le Mouvement Légionnaire et d'autres mouvements nationalistes européens ?*

R. : Une collaboration sur le terrain de l'action n'existe pas. Nous, en tant que réfugiés politiques, nous n'avons pas la liberté de manifestation dont jouissent les camarades d'Espagne, d'Italie ou d'Allemagne. Nous ne pouvons pas nous mêler aux affaires internes des autres Etats. Notre statut de réfugiés nous empêche de participer à la vie politique des nations occidentales. La seule collaboration possible pour nous est le domaine idéologique : échange d'informations, d'idées, publication de livres, de brochures et de revues. Enfin, notre collaboration à des publications nationalistes étrangères.

Pourtant, même dans ce domaine, de l'idéologie pure, nous nous heurtons à certaines difficultés. Les Mouvements Nationalistes Européens ont leurs problèmes spécifiques qui ne coïncident pas toujours avec notre point de vue. Pour le Mouvement Légionnaire, ainsi que pour tous les mouvements d'au-delà du Rideau de Fer, la priorité revient au combat contre le communisme, parce que nos pays se trou-

vent sous l'emprise de Moscou. Ce n'est qu'en détruisant le communisme mondial que nous pouvons espérer le salut de notre nation et celui de toutes les nations captives.

D'ailleurs, l'anti-communisme constitue une base ample de collaboration, dans laquelle nous pouvons nous retrouver tous, parce que le grand péril frappe à la porte des pays occidentaux aussi. Ce qui plus est : un front anti-communiste généralisé, comme mesure suprême pour le salut de la civilisation occidentale, pourrait rassembler d'autres secteurs d'opinion, d'autres partis, qui ne professent pas expressément une doctrine nationaliste, mais qui sont conscients de la terrible menace de l'impérialisme communiste, patronné par Moscou.

Q. : Vous êtes entré dans la « Légion de l'Archange Michel » à l'automne 1927, quelques mois seulement après sa fondation. Qu'est-ce que vous a déterminé à vous rapprocher des légionnaires ?

R. : Le Mouvement Légionnaire a été précédé par une phase pré-légionnaire. En 1922 avait éclaté le grand mouvement estudiantin, et en 1923 avait pris naissance la « Ligue de Défense Nationale Chrétienne » (L. A. N. C.). De 1919 à 1926, Corneliu Codreanu a été sans arrêt sur les barricades, tant dans la lutte des étudiants que dans la lutte politique.

Les échos de cette lutte, ayant comme figure principale le Capitaine, avaient pénétré jusque dans les lycées. Il n'y avait pas un seul jeune élève qui n'ait eu d'admiration pour Corneliu Codreanu. On ne rêvait, une fois arrivé à l'Université, qu'à le chercher et à le suivre.

Ce fut mon cas aussi. Je ne suis pas entré dans le Mouvement convaincu par d'autres. Je me suis rapproché tout simplement de ceux auxquels je me sentais lié spirituellement. C'est plus tard que le Capitaine a mis en œuvre les « Fraternités de la Croix » qui avaient pour mission de préparer la jeunesse des lycées, pour qu'elle puisse être plus tard encadrée dans le mouvement.

Q. : *Pendant la période précédant votre consécration à la tête du Mouvement Légionnaire, quelles fonctions aviez-vous remplies ?*

R. : Pendant ma période universitaire j'ai milité dans les organisations d'étudiants, devenant en 1932 Conseiller de l'*Union Nationale des Etudiants Chrétiens Roumains*. Après avoir obtenu mon diplôme, j'ai été nommé professeur en province. En cette qualité, dans toutes les villes par où je suis passé, j'ai fondé des organisations légionnaires.

Il faut cependant savoir que dans le Mouvement Légionnaire on ne procède pas à l'organisation locale selon le système des partis. Le Capitaine ne nommait pas d'abord des chefs pour que ceux-ci se mettent ensuite à organiser politiquement l'aire qui leur avait été décernée. Il laissait toute l'initiative au légionnaire. Celui-ci choisissait tout seul pour ainsi dire « son territoire de travail », le milieu où il pouvait exercer son influence et son talent d'organisateur. Dès qu'il arrivait à certains résultats, il en rendait compte au Centre et ce n'est qu'à partir de cet instant que le Capitaine lui reconnaissait la position qu'il avait conquise par lui-même. Il le désignait comme « chef de nid », « chef de secteur », « chef de département » ou « chef de Corps légionnaire ». Pourquoi cette procédure ? Parce qu'avant d'avoir le droit d'exercer certaines fonctions dans le Mouvement, le légionnaire devait faire la preuve qu'il était apte à conduire une unité.

De cette manière, je suis passé aussi par une série d'examens. J'ai mis en route une série d'organisations locales, avant d'être, en 1935, nommé chef de la Région du Bana, province de l'Ouest du pays. La Roumanie entière était divisée en 13 régions.

Q. : *Après l'assassinat du Capitaine et de ses camarades de prison, le roi Carol II a commencé la grande chasse aux légionnaires. Comment avez-vous échappé au massacre et comment le Mouvement Légionnaire a-t-il pu survivre en tant que force politique organisée ?*

R. : Comme j'étais une personne moins connue à Bucarest, puisque depuis 1930 j'avais milité uniquement en province, le Commandement Légionnaire secret de l'époque m'a chargé, après les arrestations massives d'Avril 1938, de la réorganisation du Mouvement. J'avais réussi à m'enfuir de chez moi avant d'être envoyé dans un camp de concentration. Je suis immédiatement parti pour Bucarest, me mettant à la disposition du Commandement Légionnaire.

Après l'assassinat du Capitaine et la chaîne ininterrompue de tragédies qui a suivi, toute la police et la gendarmerie avaient concentré leurs efforts pour me capturer. On avait établi un prix de trois millions de lei pour ma capture. Le cercle de mes poursuivants se rétrécissait de plus en plus, au point qu'au début de février 1939 je me suis décidé à passer la frontière. C'était le moment crucial ! Trois heures après que j'eus quitté mon dernier refuge à Bucarest, la police est arrivée, sûre de m'avoir coincé. Cependant, j'étais loin dans un train à destination de l'Ouest. J'ai réussi à passer en Hongrie et après de nombreuses péripéties je suis arrivé à Berlin.

Le Mouvement Légionnaire a survécu grâce au fait que, malgré les massacres, de nouveaux noyaux de résistance sont apparus dans les prisons, les camps de concentration, dans tout le pays et au-delà des frontières. Ces noyaux ne se sont pas organisés en dehors de la souche originale. Ils se sont reconstitués en unités plus grandes, lesquelles à leur tour, ont repris contact avec le Commandement Légionnaire Suprême, dont le centre de gravité s'était déplacé alors à l'étranger.

La Légion est un organisme vivant et lorsqu'elle est atteinte, torturée, décimée, les survivants se regroupent et se réorganisent exactement selon les principes antérieurs. C'est le résultat de la solide éducation reçue par les légionnaires dans les Nids. Ceci explique pourquoi l'ennemi se trouve toujours devant un front légionnaire compact et devant une force politique organisée. Même réduite au minimum de son existence, trois personnes, la Légion reste présente dans l'histoire et continue sa mission. Elle ne peut pas périr !

Q : *Quel est le programme que vous proposiez dans la période de diarchie avec Antonesco ?*

R : Nous avons un programme simple et progressif :

a) *En politique extérieure*, l'encadrement de la Roumanie sans aucune réserve, dans la lutte anti-communiste des Puissances de l'Axe.

b) *En politique intérieure*, des élections libres, avec la participation de tous les partis, pour la légalisation de la révolution légionnaire dans l'esprit de liberté. De toute manière, on aurait eu des majorités écrasantes.

Le général Antonesco, au début, était d'accord avec mon plan. Pourtant, plus tard, sous l'influence de son entourage et des chefs des anciens partis, il y a renoncé. Les partis se rendaient compte qu'ils auraient essuyé une défaite retentissante au nom de la démocratie qu'ils n'avaient jamais respectée quand ils gouvernaient le pays.

La dictature en soi était plus commode pour Antonesco, car il n'avait pas de parti et n'avait pas non plus le peuple de son côté. C'était un homme seul ! Et comme il avait déjà son plan de nous éloigner nous aussi du pouvoir, l'idée des élections ne lui souriait pas, et c'est pour cela qu'il l'a abandonnée.

c) *En économie*, on préconisait dans l'immédiat la limitation de la force du capital judaïque, qui avait accaparé 70 % des richesses nationales. Antonesco a même pris quelques mesures dans ce sens.

Cependant, notre intérêt primordial était dirigé vers la paysannerie, qui devait être sauvée de la misère et dotée de tous les moyens indispensables pour s'émanciper économiquement et devenir un corps politique éclairé et puissant qui ait son mot à dire dans la politique nationale.

Q : *Sur la rupture avec Antonesco et les faits qui ont suivi il existe des versions contradictoires. Quelle a été la cause de ce conflit ?*

R : Il ne s'agit pas d'une seule cause. Il y en a eu plusieurs, qui en s'accumulant ont provoqué la rupture :

a) Antonesco ne comprenait du tout le Mouvement Légionnaire. D'ailleurs, il n'avait pas été en bons termes avec Codreanu qu'il critiquait parce que celui-ci n'avait pas accepté sa direction politique. Il ne faut pas oublier que le général Antonesco a été le facteur principal de l'instauration de la dictature carliste, le 10 Février 1938. Il avait été Ministre de la Défense Nationale dans le gouvernement qui a supprimé l'ancienne Constitution en ouvrant le chemin de l'arbitraire et du crime. Il est vrai qu'il ne figurait plus dans le second gouvernement de la dictature. Il était trop incommode pour le tempérament autoritaire du roi et, en dehors de cela, celui-ci n'avait plus besoin de lui. La dictature s'était implantée. Le Maure pouvait partir...

b) Antonesco était non seulement un homme extrêmement ambitieux, mais aussi il était atteint d'une maladie qui provoquait chez lui des accès de furie et de cruauté. Il ne voulait partager le pouvoir avec personne, bien qu'il n'eût pas de parti et par conséquent ne représentât rien dans le pays.

Il n'avait pas vu dans le Mouvement Légionnaire une force nationale capable de relever la Roumanie, mais un simple allié temporaire dont il voulait se défaire, car à ses yeux d'ambitieux, le Mouvement lui semblait capable de freiner sa soif de puissance.

c) Les anciens éléments carlistes, les Juifs et tous ceux qui ont été vaincus le 6 Septembre 1940, après une période de confusion et de silence, se sont regroupés autour du général, l'ont adulé et l'ont déterminé à nous attaquer.

d) Enfin, l'entourage du général Antonesco était entièrement hostile au Mouvement Légionnaire. Son conseiller le plus intime, Mihai Antonesco, appartenait au Parti Libéral. Il y avait aussi dans cet entourage une série de femmes, agents de l'Intelligence Service et qui, jusqu'à la fin, ont transmis des secrets d'Etat même aux Soviétiques.

Dans ces conditions, on ne doit pas s'étonner de ce qui est arrivé ! Le général s'aimait lui-même plus qu'il ne se souciait du sort du pays. Ses prétendus amis et acolytes ont exploité son ambition démente et lorsqu'ils n'ont plus eu besoin de lui — le 23 Août 1944 — ils l'ont jeté aux fauves bolcheviques. Leur but de sortir de l'alliance avec l'Axe était atteint et ils se croyaient sauvés par le fait de sacrifier le général.

Q : Pourquoi les Allemands ont-ils commis l'erreur de prendre position contre vous, les légionnaires, dans le conflit de Janvier 1941, en déterminant ainsi d'une manière décisive la fin du conflit ?

R : Pour bien comprendre l'étrange attitude de l'Allemagne nationale-socialiste dans les événements de Janvier 1941, il faut partir du moment de notre victoire du 6 Septembre 1940. Cette victoire a été réalisée non seulement sans aucun appui de leur part, mais même contre leur volonté. Après que le roi eut cédé, tant dans la question de la Bessarabie que dans celle de la Transylvanie, le Reich vit dans le Mouvement Légionnaire un obstacle pour la réalisation de ses buts impérialistes dans le Sud-Est européen.

La victoire du 6 Septembre l'avait surpris et désorienté. Dans la conjoncture créée, il n'a pu faire autrement que de s'accomoder aux événements. C'est à partir de cet instant que les Allemands ont cultivé particulièrement l'amitié d'Antonesco, tandis que nous étions regardés avec méfiance. Je me réfère aux cercles gouvernementaux, ceux qui dirigeaient la politique extérieure de l'Allemagne. Nous jouissions de certaines sympathies dans le Parti et dans les SS, mais ces forces n'exerçaient pas une influence suffisante auprès d'Hitler pour contrecarrer l'influence néfaste de Ribbentrop.

D'autre part, nous étions entrés aussi en conflit avec les Allemands sur la question économique. Les hommes d'affaires du Reich voulaient toujours être les principaux profiteurs des biens des Juifs. Ceux-ci, entrés en panique, vendaient partout leurs entreprises. Nous nous sommes opposés à ce que ces entreprises entrent dans des mains étrangères. Nous considérons qu'elles devaient rentrer dans le patrimoine national.

Les Allemands suivaient d'ailleurs une politique générale d'accaparement : ils voulaient mettre la main sur tout ce qui était important dans l'économie du pays. Ils nous traitaient déjà comme une future colonie...

Le Mouvement Légionnaire ne pouvait pas admettre une pareille déchéance, tandis que le général Antonesco a mené une politique de duplicité. Au début, il s'était mis lui-même à la tête de l'action de roumanisation de l'économie nationale, pour céder peu après aux exigences allemandes, en nous présentant, nous, les légionnaires, comme intransigeants et chauvins !...

Enfin, il ne faut pas oublier que, dans la haute bureaucratie allemande, s'étaient infiltrés des agents anglo-saxons et soviétiques. La chose est bien connue aujourd'hui. Je rappelle seulement trois noms : Amiral Canaris, général Halder, à cette époque-là chef du Grand Etat Major de l'Armée, et Weiszäcker, Sous-Secrétaire d'Etat aux Affaires Etrangères et main droite de Ribbentrop. Tous, ennemis du Mouvement Légionnaire. Dans leurs rapports, ils chantaient les louanges d'Antonesco et présentaient la Légion sous des couleurs défavorables.

Lorsque, le 21 Janvier 1941, nous avons été attaqués, le général Antonesco ne s'est pas heurté uniquement aux légionnaires, mais au mur impénétrable de toute la population. Il a été littéralement suffoqué par cette avalanche populaire. Dans la Capitale, il ne tenait que quelques enclaves. A ce moment dramatique, quand il était sur le point de capituler, est venu l'ultimatum d'Hitler, par lequel il nous demandait de cesser toute résistance, nous menaçant de l'intervention de l'armée allemande qui se trouvait en Roumanie et qu'il avait déjà mise à la disposition d'Antonesco « pour rétablir l'ordre » que celui-ci avait intentionnellement troublé.

Q : Après la victoire d'Antonesco vous vous êtes réfugié en Allemagne avec d'autres éléments légionnaires. Pourquoi avez-vous choisi justement l'Allemagne après ce qui s'était passé ?

R : L'explication est simple. Nous continuions à considérer les Allemands comme nos camarades et pensions qu'Hitler avait été induit en erreur lorsqu'il avait donné l'ordre à l'armée allemande d'intervenir en faveur d'Antonesco. Nous étions convaincus que si nous avions l'occasion de lui exposer le cours réel des événements, en lui montrant que *c'étaient nous les victimes*, que c'étaient nous qui avions été attaqués et que nous n'avions fait rien d'autre que défendre l'Etat d'une nouvelle usurpation, alors, selon toutes probabilités, il allait rectifier son attitude envers nous et demander à Antonesco de cesser la persécution.

Il est arrivé quelque chose de plus. Des éléments du Parti et des SS se sont rendu compte de l'injustice qui nous touchait et sont intervenus chez Ribbentrop et Hitler pour demander que la situation antérieure soit rétablie. Leur effort a été vain ! Pourtant, ils ont obtenu quelque chose : l'approbation de sauver les cadres dirigeants du Mouvement. Par la filière des Services spéciaux allemands de Roumanie et de l'armée allemande, une foule de légionnaires ont pu quitter le pays, éléments qui, une fois tombés entre les mains d'Antonesco, auraient été fusillés ou jetés dans les prisons. C'est cette attitude bienveillante de certains Services allemands qui a déterminé beaucoup de légionnaires à prendre le chemin de l'exil.

Bien entendu, personne ne savait au juste quel sort nous était réservé en Allemagne. En général, on croyait que nous allions être traités comme réfugiés politiques et jouir de la liberté. Personnellement, j'ai été « *invité* » à aller en Allemagne avec toutes les garanties de l'hospitalité. Autrement, je n'aurais jamais quitté la Roumanie, même au risque d'y être fusillé.

Cependant, une fois arrivé en Allemagne, nous avons pris connaissance de l'existence d'une convention entre les gouvernements roumain et allemand *pour que nous soyons tous internés*. Il était trop tard pour réagir d'une autre manière !

Q : *Quelle a été votre condition politique en Allemagne pendant ce « séjour forcé » ?*

R : Pendant les deux premières années (1941-1942) nous avons eu un statut de confinement, c'est-à-dire de domicile forcé : les cadres dirigeants et les anciens Ministres à Berkenbrück, près de Berlin ; la masse des réfugiés légionnaires à Rostock. Toute activité politique et tout rapport avec la Roumanie nous ont été interdits, sous menace d'extradition.

De Janvier 1943 et jusqu'à la capitulation de la Roumanie le 23 Août 1944, nous avons été internés dans des camps de concentration : moi, à Oranienburg — les chefs légionnaires et les anciens Ministres à Dachau — la masse des légionnaires à Büchenwald.

Q. : *Que pensez-vous d'Adolf Hitler ?*

R. : Il faut reconnaître qu'il avait de grandes qualités. Il était homme de courage et de volonté, un excellent organisateur. Cependant, il avait aussi d'incomparables défauts qui l'ont perdu, en annulant toute sa force politique et militaire. D'abord, il n'était pas un stratège. Il n'avait pas la vision de la totalité de son champ de bataille. Il s'était fixé des buts qui dépassaient sa puissance de synthèse et ses forces de jugement.

Il n'est pas suffisant de disposer d'une force matérielle, il faut aussi savoir comment l'employer, dans quelles conditions et à quel moment. Hitler a confondu les succès partiels obtenus au début grâce au poids de la force armée ou de la menace de cette force, avec le résultat global de la guerre. Dans son élan impétueux, il avait oublié ou n'avait pas voulu appliquer l'enseignement de Clausewitz que « *la guerre n'est que la continuation de la politique par d'autres moyens.* » Son système d'action de la politique était de frapper, d'employer la force là où il rencontrait une résistance. Cependant, même la force a certaines limites. Et à mesure que grandit le nombre des ennemis, elle a besoin de s'amplifier.

Ainsi s'explique le mépris qu'il manifestait à l'égard des mouvements nationalistes européens et de ses propres alliés, aussi que les erreurs monumentales qu'il a commises.

en Russie. S'il avait été un stratège, il n'aurait pas négligé l'aide qu'il pouvait recevoir des nations hétérogènes qui composent l'empire de l'URSS. Ainsi s'explique de même le traitement dépourvu de camaraderie qu'il nous a appliqué à nous, les légionnaires, seule organisation capable d'assurer la stabilité politique interne de la Roumanie.

Q. : *Vers la fin de l'année 1942, vous êtes venu en Italie pour rencontrer Mussolini. Pourquoi cette rencontre n'a-t-elle pas eu lieu et pourquoi avez-vous été renvoyé en Allemagne ?*

R. : Ma venue en Italie a eu lieu avec le consentement de Mussolini, mais elle s'est produite à un mauvais moment — le 16 décembre 1942. C'était juste après le débarquement des Alliés en Afrique et la période du désastre de Stalingrad. Mussolini était plus que jamais dépendant de l'aide allemande. Antonesco, ayant eu écho de ma fuite et ne sachant pas où je me trouvais, a été pris de panique. Il croyait que j'étais rentré en Roumanie pour provoquer une révolution et le renverser.

Il a tout de suite demandé à Hitler de me trouver et de me ramener en Allemagne, sinon il allait retirer les armées roumaines du front, pour... « *assurer l'ordre interne* ». Hitler, à son tour, s'est adressé à Mussolini, lui demandant en des termes énergiques la « *restitution du prisonnier* », car mon séjour en Italie pourrait avoir des conséquences graves pour le front.

Ciano a conseillé à Mussolini de me rendre. Ainsi que la preuve en a été faite plus tard, Ciano n'avait aucun attachement pour les mouvements nationalistes, y compris le Fascisme. J'ai été arrêté par Senise, chef de la police de Rome et rendu à Kappler, chef de la Gestapo d'Italie. Avec le premier avion j'ai été ramené à Berlin, accompagné par deux commissaires allemands.

Le 26 décembre, exactement dix jours après mon départ vers l'Italie, je franchissais la porte du siège central de la police allemande d'Albrechtstrasse, où le général Müller m'a communiqué que j'étais en état d'arrestation. J'y suis

resté environ un mois, sous garde permanente et soumis à des interrogatoires interminables. Vers la fin du mois de janvier, j'ai été interné dans le camp de Büchenwald. En avril 1943 j'ai été transféré dans le camp de concentration d'Oranienburg, près de Berlin, où je suis resté jusqu'à la capitulation de la Roumanie.

Q. : *Qu'est-il arrivé aux légionnaires restés en Roumanie sous la dictature d'Antonesco ?*

R. : Tous ceux qui se sont opposés au coup d'Etat du général Antonesco de janvier 1941, ont été déclarés rebelles, arrêtés et envoyés devant les Tribunaux Militaires. Certains ont été condamnés à mort et fusillés, tandis que la grande majorité ont souffert des peines de prisons entre 5 et 25 ans. De fait, ces Tribunaux ne jugeaient pas. Ils appliquaient le quantum de peine fixé par anticipation par la Présidence du Conseil sur le dossier de chaque détenu. Après un simulacre de procès, on lisait la sentence donnée par le gouvernement. La justice avait été évincée de sa fonction.

Lorsque la Roumanie est entrée en guerre, une partie ont été « *graciés* » et envoyés au front pour « *réhabilitation* ». En réalité cette « *réhabilitation* » ne pouvait être obtenue que par la mort. Les commandants des régiments avaient reçu l'ordre d'employer les légionnaires pour les missions les plus dangereuses et cela d'une manière permanente jusqu'à ce que « *la mort les élimine* ».

Tous les légionnaires officiers ou gradés de l'armée avaient été préalablement dégradés ; ils n'avaient pas droit aux permissions réglementaires et ne pouvaient être évacués du front qu'en cas de blessures graves. Ils ne pouvaient recevoir aucune décoration, même s'ils avaient accompli des actes de bravoure extraordinaires. De plus, ils devaient être constamment gardés sous surveillance. Aucune « *réhabilitation* » n'a été prononcée par les autorités militaires avant que la famille du légionnaire n'ait reçu l'acte annonçant son décès.

Le général Antonesco a employé la forme la plus odieuse pour liquider ses adversaires : la guerre. Il connaissait, bien entendu, les sentiments des légionnaires, leur patriotisme ardent, leur désir de lutter sur le front contre les communistes. C'était, au fond, leur guerre à eux, pour laquelle ils avaient été préparés dans la Légion pendant des années. Et voilà, maintenant, que cet homme, ce général, devenu chef de l'Etat, hissé au pouvoir sur les tombes des légionnaires, qui savait bien que ceux-ci ne pouvaient pas désertier et ne pouvait pas ne pas faire leur devoir, transformait la guerre sacrée de la Légion en une guillotine pour ses membres !...

Plus tard, les légionnaires « graciés » ont été concentrés dans des bataillons spéciaux, appelé « Bataillons de Sarata » (d'après la localité où ils étaient instruits), où, pour les humilier encore plus, Antonesco a donné l'ordre qu'ils soient mélangés avec les détenus de droit commun et les déserteurs remis en service. Ces unités, surnommées « de punition », étaient envoyées, à mesure qu'elles se constituaient, dans les zones les plus dangereuses du front, où elles étaient décimées peu à peu. De cette manière, des dizaines de milliers de légionnaires sont tombés, poursuivis par la haine féroce du général Antonesco. Certains d'entre eux, qui revenaient cependant indemnes de toutes ces missions de sacrifice, ont été fusillés par derrière pour que l'ordre de la « réhabilitation des légionnaires après leur mort » soit entièrement respectée...

Pour l'honneur de l'armée roumaine, il y a eu aussi des officiers commandant des unités sur le front qui n'ont pas accepté de s'associer à ces crimes ; certains ont même défendu les légionnaires. C'est grâce à ces officiers qu'une partie des légionnaires ont survécu. Cependant, la majorité d'entre eux ont laissé leur os dans les steppes de la Russie.

Q. : Après le 23 août 1944, vous avez constitué un Gouvernement National Roumain à Vienne. Pendant les huit mois qui ont suivi jusqu'à l'effondrement de l'Allemagne, quelle a été l'action de ce gouvernement ?

R. : Le plan initial du gouvernement allemand était d'organiser une nouvelle ligne de défense sur les Carpathes, pour empêcher l'invasion du bassin danubien par les troupes soviétiques. La mission de notre gouvernement de Vienne était de constituer une nouvelle armée en Transylvanie laquelle, avec les restes de l'armée allemande échappée au désastre du 23 août, prendrait la défense des défilés des Carpathes.

Ce plan cependant, n'a pas pu se réaliser à cause des Allemands mêmes qui ne disposaient pas, dans cet espace, de troupes suffisantes pour couvrir le front le temps nécessaire pour que nous puissions procéder à la mobilisation de la population transylvaine. En deux semaines, la Roumanie a été occupée et l'armée allemande a dû se replier en Hongrie. A cause de ce repli, nous n'avons pas eu le temps de pénétrer en Transylvanie et au Banat. Ainsi nous sommes devenus un Gouvernement sans pays, ayant son siège à Vienne.

Dans le cadre de ces conditions dramatiques, nous avons fait tout qu'il nous a été possible pour sauver la Roumanie et aider notre allié allemand. Avec les légionnaires libérés des camps de concentration, les Roumains se trouvant en Allemagne et les Roumains faits prisonniers par l'armée allemande, nous avons formé — sur la base du volontariat — une Armée Nationale d'environ 12.000 hommes, avec trois régiments et d'autres unités spéciales. Un de ces régiments a pris part aux engagements sur l'Oder contre les Russes jusqu'aux derniers jours de la guerre.

Une partie des légionnaires ont suivi des cours spéciaux et ont été parachutés en Roumanie, où ils ont jeté les bases du Mouvement de Résistance. Nous avons été sur le point de provoquer en Roumanie, avec l'aide d'une partie de l'armée roumaine du front occidental, un 23 août inversé, une révolte générale contre les armées soviétiques. Cette révolte, combinée avec une offensive allemande en Hongrie, aurait pu avoir comme conséquence l'écrasement des forces russes du bassin danubien et peut-être repousser le front jusqu'au Dniestr. Malheureusement, ce plan grandiose,

conçu par les légionnaires envoyés en Roumanie, a échoué à cause d'une trahison...

A Vienne, nous disposions d'une émission permanente à la Radio, dans le cadre de laquelle nous envoyions des messages, conseils, ordres, vers le pays. L'effet de cette propagande a été extrêmement puissant dans la population roumaine.

Au gouvernement de Vienne revenait aussi la tâche de la protection des réfugiés, problème lourd, car toute la population viennoise souffrait affreusement du froid et du manque de nourriture.

Q. : Dans ses Mémoires, le Prince Sturdza, qui a été Ministre des Affaires Etrangères dans le Gouvernement de Vienne, se réfère à un accord qui aurait eu lieu entre le Gouvernement roumain en exil et le gouvernement de Szàlasy au sujet de la résolution de l'épineuse question de la Transylvanie. Si l'existence d'un pareil accord était confirmée ne serait-elle pas une preuve de la possibilité dont disposent les gouvernements nationalistes de résoudre pacifiquement, dans le cadre du Nouvel Ordre Européen, des problèmes qui empoisonnent depuis longtemps les rapports entre les peuples ?

R. : Le prince Sturdza avait fait une courte visite à Szombathely, où se trouvait le dernier siège du gouvernement de Szàlasy, en février 1945. Il a été reçu par le baron Yemeny, Ministre des Affaires Etrangères. Pendant toute une nuit, sous le grondement des canons, car le front était près, ils ont discuté de la tragédie qui menaçait les deux peuples et toute l'Europe.

Ils ne sont arrivés à aucun accord sur la question transylvaine. Ni l'un ni l'autre n'avaient aucun plein-pouvoir dans ce sens. D'ailleurs, ce n'était pas non plus le moment d'aborder cette question, alors que toute la Roumanie et la plus grande partie de la Hongrie se trouvaient déjà sous l'occupation soviétique.

Ce qui a rapproché ces deux hommes d'Etat était la conviction que les deux nations — si Dieu pouvait les aider à échapper à la servitude communiste — devaient tirer parti des souffrances et de l'histoire tourmentée du passé, pour éviter de nouveaux conflits dans l'avenir. Le prince Sturdza voyait l'élimination des rivalités millénaires entre les deux nations par la création d'une Fédération Danubienne, qui réunirait Roumains, Hongrois, Slovaques et éventuellement d'autres nations de la même aire géographique.

Naturellement, les mouvements nationalistes, par leur propre structure, sont infiniment plus sensibles à la règlementation pacifique des conflits entre les nations, parce que le nationalisme véritable implique le respect du droit d'existence des autres nations.

Q. : Après la victoire des Alliés, dans quelle situation s'est trouvé le Mouvement Légionnaire ?

R. : Lorsque les Russes se sont rapprochés de Vienne, le gouvernement et tous ses services se sont retirés à Alt-Aussee, en Autriche. Cette localité de montagne a été notre dernier refuge. Au cours du mois d'avril 1945, tous les légionnaires et les autres Roumains qui se trouvaient sous l'autorité du gouvernement ont évacué peu à peu la localité, se répandant par petits groupes sur tout l'espace austro-allemand.

Quand les troupes américaines y sont entrées, elles n'ont plus trouvé personne. Moi, avec sept autres camarades, nous nous sommes enrôlés dans une unité de guerrilla, constituée sous le commandement de Skorzeny, qui avait reçu la mission de former une ligne de résistance dans le Dachauergebirge. Au début de Mai, nous nous étions déjà dirigés vers les montagnes, lorsqu'est arrivé un courrier de Skorzeny nous annonçant la dissolution du groupe. Il se peut que l'occupation du territoire par les Américains et non par les Russes, ainsi qu'on le supposait, ait déterminé la décision de Skorzeny de renoncer à l'expédition.

A partir de ce moment, nous sommes entrés dans la clandestinité et la lutte pour survivre. Personnellement, sui-

vi par deux camarades (Petre Ponta et Traian Borobaru), nous sommes passés en Allemagne qu'on a traversée dans toute son étendue pour arriver jusqu'à Freiburg. Cette odyssée a duré environ six mois, car on était obligé de marcher à pied. Ce n'est que vers la fin du voyage qu'on a pu se procurer des bicyclettes.

Au mois d'octobre 1945, nous sommes sortis de la clandestinité, nous imaginant être les seuls légionnaires restés encore en Europe Occidentale. Nos autres camarades, nous les croyions recueillis par les Alliés et déjà livrés aux Soviétiques, ainsi que cela s'est produit avec d'autres groupes de réfugiés. Cependant, peu après nous avons découvert que les légionnaires, non seulement étaient libres, mais dans les zones d'occupation ils s'étaient regroupés et avaient organisé des Comités d'entr'aide pour les réfugiés.

Si l'on se demande pourquoi on a fait une exception avec la Garde de Fer, il faut chercher l'explication dans le fait que nous avons été enfermés dans les camps de concentration allemands. Il est vrai que le Gouvernement de Vienne avait été constitué et que nous avons lutté jusqu'au dernier moment coude à coude avec les Allemands. On a jugé cependant que notre autorité s'était exercée en dehors d'un territoire précis, que nous n'avions pas participé directement à la déclaration de guerre ni commis des actes qui pouvaient être qualifiés par les vainqueurs de « crimes contre l'Humanité ».

(Propos recueillis par Maurizio Cabona).

ALDO DE QUARTO.

La Renaissance du futurisme en Italie

AVEC UNE INTERVIEW D'ENZO BENEDETTO

La renaissance du futurisme en Italie qui se manifeste par des expositions, des articles et des périodiques n'est pas seulement un phénomène lié à la mode *retro*, dont le futurisme a été une des expressions les plus caractéristiques, elle représente aussi une réaction contre la féminisation et la sensiblerie du monde moderne, elle incarne une conception de la vie, optimiste et vigoureuse qui s'oppose à la veulerie et à la permissivité de l'intellectualisme gauchiste.

Filippo Marinetti, qui reçut plus d'hommages en son temps que Jean-Paul Sartre, Malraux ou André Breton dans le nôtre, fut le fondateur du *futurisme*, école littéraire et artistique dont le manifeste fut publié en 1909. Marinetti, né en 1876, avait fondé en 1905 la revue internationale *Poésie* où il se faisait le théoricien du vers libre. Il groupa rapidement autour de lui des peintres, des sculpteurs, des architectes, au nom desquels il fit paraître en 1909 un *manifeste* qui parut en première page du *Figaro* et fut l'acte de naissance de la nouvelle école.

Les prises de position de ce manifeste peuvent sembler étranges aujourd'hui, après cinquante ans de pacifisme, d'internationalisme, de démagogie et de servilité idéologique. On ne les comprendra bien que si l'on fait la part de la volonté de défi et de provocation qui est commune à toutes les avant-gardes et qui était une sorte de clause de style à la date où apparaissaient le cubisme, le fauvisme, l'expressionnisme et les premiers essais de la peinture abstraite.

Les postulats de la nouvelle école étaient énergiques et intrépides. Ils étaient contenus en dix propositions ou plutôt en dix déterminations :

« 1) — Nous voulons chanter l'amour du danger, l'habitude de l'énergie et de la témérité.

2) — Les éléments essentiels de notre poésie seront le courage, l'audace et la révolte.

3) — La littérature ayant jusqu'ici exalté l'immobilité pensive, l'extase et le sommeil, nous voulons exalter le mouvement agressif, l'insomnie fiévreuse, le pas gymnastique, le saut périlleux, la gifle et le coup de poing.

4) — Nous déclarons que la splendeur du monde s'est enrichie d'une beauté nouvelle : la beauté de la vitesse.

5) — Nous voulons chanter l'homme qui tient le volant, dont la tige idéale traverse la terre, lancée elle-même sur le circuit de son orbite.

6) — Il faut que le poète se dépense avec chaleur, éclat et prodigalité, pour augmenter la ferveur enthousiaste des instincts primordiaux.

7) — Il n'y a plus de beauté que dans la lutte. Pas de chef-d'œuvre sans un caractère agressif. La poésie doit être un assaut violent contre les forces inconnues pour les sommer de se coucher devant l'homme.

8) — Nous sommes sur le promontoire extrême des siècles !... A quoi bon regarder derrière nous, du moment qu'il nous faut défoncer les vantaux mystérieux de l'impossible ? Le temps et l'espace sont morts hier.

9) — Nous voulons glorifier la guerre — hygiène du monde — le militarisme, le patriotisme, le geste destructeur des anarchistes, les belles idées qui tuent, et le mépris de la femme.

10) — Nous voulons démolir les musées, les bibliothèques, combattre le moralisme, le féminisme et toutes les lâchetés opportunistes et utilitaires.

C'est en Italie que nous lançons ce manifeste de violence culbutante et incendiaire, par lequel nous fondons aujourd'hui le *Futurisme*, parce que nous voulons délivrer l'Italie de sa gangrène de professeurs, d'archéologues, de cicerones et d'antiquaires. Debout sur la cime du monde, nous lançons une fois le défi aux étoiles ! »

A ce premier manifeste de négation violente du passé vont succéder de nombreux autres manifestes d'inspiration semblable. En 1911, Marinetti lance un manifeste politique nationaliste et futuriste : dans une perspective antipasséiste, l'Italie doit connaître une renaissance « romaine ». Animé d'une volonté constante de détruire toutes les fausses images et tous les faux mythes romantiques, Marinetti proclame qu'il faut « tuer le clair de lune », thème d'un tableau de Balla, peintre futuriste.

Après, c'est à Venise, la ville décadente, Venise « pourrie de romantisme » et de « violons dans les gondoles » qu'il s'écrie : « nous préparons la grande et forte Venise industrielle et militaire, qui doit braver l'insolence autrichienne sur la mer Adratique, ce grand lacitalien ! »

Ce manifeste, comme les autres, est, bien entendu, signé de Marinetti, mais aussi de trois peintres futuristes Boccioni, Carra et Russolo.

Bientôt, ces manifestes vont englober toutes les manifestations de la vie culturelle : architecture, musique, littérature et politique.

La révolution futuriste veut être une révolution culturelle totale et bien avant les dadaïstes et les surréalistes, ils feront de la provocation un art. Leur action, par bien des côtés, annonce celle des partis politiques extra-parlementaires.

Le Futurisme a joué un rôle important en Italie. Ses réalisations dans le domaine poétique, pictural, architectural, littéraire et musical, ont été fondamentales. Les thèmes de la peinture futuriste sont essentiellement urbains comme « La ville qui monte », « l'Autobus », « Ce que m'a dit le tram », en liaison avec les études d'architecture urbaine de « Sant-Elia, le grand architecte du Futurisme. Un autre aspect, sans doute le plus important de la pensée de Marinetti dans tous les domaines, c'est le « dynamisme ».

La volonté totalitaire de tout transformer qui caractérise Marinetti, est transposée sur le plan artistique par le désir d'englober tout le milieu qui environne l'objet, d'abolir

la supériorité de l'individu-objet sur le milieu afin de rendre compte de la totalité harmonique du réel.

« Nous chantons les grandes foules agitées par le travail, le plaisir, la révolte ou la guerre », s'exclame Marinetti.

Bergson et Sorel ne précèdent que de peu le Manifeste de Marinetti. Sorel surtout, que Mussolini admit toujours avoir été son maître. D'Annunzio partage la même mythologie de la vitesse et de la hardiesse que les Futuristes ; lui aussi sera un des premiers à s'engager dans la guerre et dans le fascisme de l'après-guerre.

L'exaltation de la machine, chez Marinetti — comme chez d'Annunzio — est surtout une exaltation nietzschéenne de l'homme, parti à la conquête de la terre et du ciel. La machine permet à l'homme de vaincre l'espace et le temps, elle rend possible l'avènement de ce que Marinetti appelle « l'homme multiplié », incarnation moderne du Surhomme nietzschéen.

La guerre mondiale allait donner aux futuristes l'occasion d'incarner ce type d'homme dans le guerrier. Tous les futuristes s'engageront et payeront un lourd tribut de sang : Boccioni, Sant-Elia et d'autres ne reviennent pas. Mais l'engagement dans la guerre est le mariage de l'art et de la hardiesse. Le futurisme prend alors une dimension nouvelle, qui va l'amener sur la scène politique ; il sera le premier barrage contre le communisme, l'anarchie et l'abdication de l'Etat. De là, l'alliance naturelle entre Marinetti, Mussolini et d'Annunzio.

Sur le plan mondial, le Futurisme italien eut des contacts avec l'expressionisme russe. Marinetti lui-même fut chaleureusement accueilli deux fois en Russie, à Moscou et à Pétersbourg. Mais, tandis qu'en Russie l'avant-garde concernait essentiellement la peinture, en Italie, le futurisme englobait toutes les activités culturelles. Les « futuristes » russes rêvèrent un moment d'influencer la révolution bolchevique, mais Lénine n'était pas Mussolini, et la persécution dispersa le groupe futuriste russe. Il est intéressant toutefois de noter, qu'aujourd'hui, parmi les contestataires du régime soviétique, il y a une dizaine de peintres qui se

réclament du néo-futurisme. L'un d'entre eux qui a pu échapper aux geôles soviétiques vit en exil en Italie, et il a déjà repris son travail avec les futuristes italiens.

Mais il y a un rapport de Marinetti qu'il faut souligner, celui avec la France qu'il aimait. Après le lancement dans *Le Figaro* du manifeste futuriste, ce fut une Française qui lui répondit avec le « manifeste de la femme futuriste ». Valentine de Saint Point s'écria : « ce qui manque le plus aux femmes, aussi bien qu'aux hommes, c'est la virilité. Voilà pourquoi le Futurisme de Marinetti, avec toutes ses exagérations, a raison. Pour redonner quelque virilité à nos races, engourdis dans la féminité, il faut les entraîner jusqu'à la brutalité. Il faut imposer à tous, hommes et femmes, un dogme nouveau de l'énergie, pour aboutir à une ère d'humanité supérieure. Le féminisme est une erreur cérébrale de la femme, erreur que reconnaîtra son instinct ! »

C'est l'époque où Guillaume Apollinaire et Marinetti s'escriment en toute amitié et compréhension. Mais, c'est surtout en Italie que le Maître effectue sa percée comme une « dynamite ».

Le Futurisme de Marinetti n'est pas mort de sa rencontre avec le Fascisme mais, conformément à son génie même, il s'est transformé, permettant la renaissance de l'art italien. Marinetti, à qui Mussolini garda toujours son amitié, resta à l'avant-garde de les lettres italiennes tout en cautionnant le fascisme : en 1943, il se battait à nouveau avec le grade de colonel.

Toute l'avant-garde littéraire européenne a reconnu l'importance de Marinetti. Le poète américain, Ezra Pound, devait déclarer : « l'écrivain italien qui m'intéresse le plus aujourd'hui et envers lequel j'ai une large dette de gratitude est Marinetti. Le mouvement que Eliot, Joyce, moi et d'autres, avons lancé à Londres, n'aurait pas existé sans le Futurisme. »

Par contre, le Futurisme russe, à commencer par Maïakovski lui-même, gagné au bolchevisme, ne parvint pas à concilier ses principes et son engagement révolutionnaire. Maïakovski ne put échapper à cette contradiction que

par le suicide. Destinée symbolique que celle de Marinetti et de Maïakovski. Le Futurisme de Marinetti est encore le Futurisme de Benedetto d'aujourd'hui et le Futurisme d'autres demain ? A cette question, c'est Marinetti lui-même qui répondit en 1928 : « quand nous aurons quarante ans, que des plus jeunes et plus vaillants veuillent bien nous jeter au panier comme des manuscrits inutiles... ! »

Et aujourd'hui, c'est le dernier des compagnons de Marinetti, Enzo Benedetto, qui, dans l'interview que nous reproduisons, répond à la même question.

Peintre, écrivain, esprit libre, né dans la forte et âpre terre de Calabre, le 10 novembre 1905, il adhère au Mouvement Futuriste en 1923. L'année suivante, il publie un périodique, « Originalité » et organise les structures du Futurisme méridional. Déjà, en 1928, il publie « Voyage sur la planète Mars », roman de science-fiction humoristique. Il participe à de nombreuses expositions futuristes. La grande aventure de Enzo Benedetto, « *volontaire de toujours et partout* », bien entendu, « fasciste », comme l'étaient presque tous les intellectuels italiens de l'époque, c'est la deuxième guerre mondiale.

Après d'âpres combats, il est fait prisonnier dans le désert, à la frontière de la Libye et de l'Égypte. Il passe d'un camp de prisonnier à l'autre, jusqu'en Inde... où il continue d'écrire, de peindre, de sculpter, de rêver. Il continue « sa guerre », la guerre de la fidélité jusqu'au bout et rentre en Italie, finalement libéré, en 1947. Il reprend — comme si la longue parenthèse de la guerre n'avait pas existé — son activité et lance son manifeste de « Futurisme-aujourd'hui », qui se transforme en une revue mensuelle et fonde la maison d'édition futuriste « Arte-viva. » Il publie deux volumes de souvenirs, « Tant d'années », « Histoire du temps perdu », puis « Futurisme cent pour cent », « Contrevent » et « Quatrième dimension ». Et, finalement, il organise la commémoration du centenaire de la naissance du « maître », Marinetti, l'année passée, dans le monde entier. Il se bat comme un lion pour faire émettre un timbre de la République en souvenir du grand chef du Futurisme, afin

qu'il ne soit pas oublié par les autorités, lesquelles ont trouvé moyen d'oublier même Marconi. Il se bat à contre-courant, car, pour les nouvelles mass media marxistes, Futurisme, Marinetti, Marconi... ne sont que des variantes du « fascisme ». Mais, autour d'Enzo Benedetto, l'animateur d'un monde qui se retrouve, il y a aujourd'hui des dizaines de jeunes peintres, sculpteurs, poètes, journalistes, écrivains, penseurs et hommes politiques.

C'est pourquoi nous avons posé à Enzo Benedetto quelques questions.

Q. — *Enzo Benedetto, qu'est-ce que le futurisme des années 70 ? Ou va-t-il ? Quel est son message ?*

R. — A plus de soixante ans de sa naissance, le Futurisme est vivant, il occupe sa place, il préoccupe ses adversaires, ses dénigreur, les opportunistes de tous bords. Nous sommes parvenus à nous réimposer dans la société italienne. Mais le Futurisme a l'aspect d'un oursin de mer et qui l'observe de loin, pensant pouvoir le prendre en main, s'aperçoit, au contraire, qu'il pique de tous côtés. Il est, effectivement, un centre moteur d'initiatives : poésie, architecture, peinture, sculpture, théâtre, mode, politique, littérature, cinéma, journalisme, imagination. En bref : il est vie ! Mais, surtout, c'est une idée !

On nous a toujours accusé d'aimer la « violence ». L'entrée du Futurisme sur la scène du monde a été certainement un acte provocant, calculé avec enthousiasme par Marinetti et par les autres, afin de capter l'attention des indifférents. Et il n'y avait aucun autre moyen de faire connaître rapidement et avec éclat cette idée révolutionnaire à tous ceux qui pataugeaient dans la mare intellectuelle de l'époque.

Ce type de « violence » ne me semble pas méprisable. C'était un courage ouvert de ses propres opinions, une défense de la liberté d'expression lorsqu'elle risque d'être écrasée. Nous avons provoqué — donc — avec des idées et des œuvres et nous sommes passés à l'action seulement contre les adversaires qui nous agressaient faute de moyens dialectiques pour nous combattre intellectuellement. Mais la saine violence est une chose qui appartient au monde, qui

est dans la nature. Selon un mot qui est à la mode, on peut affirmer que la violence (qu'il ne faut pas confondre avec la prépotence et l'insolence arrogante) est « écologique. » Même les animaux les plus tranquilles du monde et les moins agressifs, sont souvent obligés de lutter, de se défendre, de devenir violents, contribuant ainsi à équilibrer la nature et l'environnement. Même l'homme, de temps en temps, explose avec des actes de violence naturelle. Tout cela est dans l'ordre des choses. Nous devons seulement condamner ceux chez qui la violence devient « système de vie », acte « d'agression préméditée » ou « lâche traquenard ». Aujourd'hui on crie au scandale à cause des slogans de Marinetti, « guerre, hygiène du monde », qui fut lancé, alors, contre un monde en léthargie, mourant de sa paresse intellectuelle.

Certainement, il est préférable de faire l'amour plutôt que la guerre. Mais si celle-ci tombe sur la tête comme une foudre, vas-tu te cacher dans le lit d'une femme (si tu es un homme) et tromper ta peur par l'évasion sexuelle permettant ainsi aux autres de te soumettre à leur volonté ? La défense du droit à la vie de nos propres idées, de nous-mêmes et de notre terre, ce n'est pas la « violence », mais un instinct naturel de l'homme.

Nous croyons dans le Futurisme comme valeur de demain. Nous sommes des optimistes nés. Notre travail, notre bataille, ne sont pas des nostalgies du passé ou des divagations d'anciens combattants, qui racontent à un auditoire fatigué leurs histoires de guerre ou de chasse. La nôtre est une action de défense des « idées » qui vont au-delà du moment historique et qui survivent comme éléments indestructibles de la personnalité humaine. À un certain moment de l'histoire, toute la jeunesse de nos génération a adhéré à notre mouvement. Aujourd'hui des centaines de jeunes artistes sont à nos côtés. Et des jeunes, dont leurs pères n'ont jamais été Futuristes. « Liberté au sens absolu pour l'art et pour l'amour » — disait Marinetti — et abolition de toutes les barrières qui conditionnent l'art. Ce grand amour pour la liberté épousait un autre principe moral : « Toutes les libertés moins celle d'être lâches », « Le mot Patrie dépasse le mot Liberté. »

Tout cela, évidemment, fait comprendre comment et pourquoi les Futuristes se retrouvèrent alliés avec les Faisceaux de combat de Mussolini en 1920. On comprend encore mieux comment le mouvement fasciste reçut — à l'origine — une impulsion idéologique grâce aux revendications révolutionnaires des Futuristes. De là dérive la parenté idéologique entre Futurisme et Fascisme, qui constitue aujourd'hui la première objection qui alimente les offensives conformistes contre le Futurisme, qu'on veut atteindre avec un adjectif qui veut être péjoratif : « fasciste ! ». Mais, quiconque voudra bien étudier l'histoire, comprendra que, même sans le Fascisme, le Futurisme aurait existé et aurait gagné sa bataille artistique. N'oublions pas aussi, qu'une fois arrivé au pouvoir, le Fascisme n'aida point le Futurisme, s'étant laissé entourer par les vieux académiciens bourgeois qui paralysèrent toute réelle révolution culturelle. Et si Marinetti devint Académicien d'Italie, cela est dû seulement à ses œuvres d'homme de lettres.

Q. — *Pouvez-vous nous donner une synthèse de votre « Déclaration » qui s'appelle « Futurisme-Aujourd'hui » ?*

R. — « Nous ne l'avons pas voulu appeler « Manifeste » pour ne pas surestimer notre entreprise. La continuité du Futurisme n'est pas niable ! Voici la synthèse : « *FUTURISME-AUJOURD'HUI* - Des mouvements artistiques de ce siècle, seul le Futurisme ne surgit pas des règles techniques et constitue un phénomène exceptionnel, qui se manifeste comme un courant de pensée. Une façon de concevoir la vie et de la vivre.

CONSIDERER LE FUTURISME avec la méthode adoptée pour l'étude des autres mouvements, peut être utile pour comprendre des œuvres individuelles, mais ne permet pas de comprendre le futurisme.

NOUS N'ADMETTONS PAS CETTE INCOMPREHENSION, le Futurisme est — en premier lieu — une *Idée*, pas seulement un recueil d'œuvres et d'intentions. C'est un idéal conçu et mis en œuvre par Marinetti, et qui reste valable pour n'importe quelle époque, 1910, 1920, 1940, 1960, 2000.

LE MEPRIS DU DANGER, l'enthousiasme pour les belles idées, la tension vers le futur et l'inconnu, l'appréciation des valeurs nouvelles du progrès et de la science, l'admiration pour la personnalité, pour le génie, pour l'intelligence et l'originalité, pour le dynamisme sont des traits permanents du futurisme.

NOUS DECLARONS :

1) Le Futurisme ne peut pas être considéré seulement comme un mouvement d'avant-garde des arts plastique limité à une période déterminée. Il est une conception révolutionnaire qui se renouvelle continuellement, car il se base sur le devenir des choses et des idées.

2) Les Futuristes se reconnaissent à leur adhésion aux idées-pilotes du Futurisme. Ils trouveront respect et compréhension pour leurs authentiques forces nouvelles et pourront confirmer les prévisions de Marinetti à propos de *l'éternelle nostalgie du futur*.

3) Le Futurisme n'est pas une école d'art, ni le nom d'un groupe d'artistes, ni un moment artistique — comme ce fut le cas de l'expressionnisme, du cubisme ou du surréalisme — mais c'est un courant de pensée, qui embrasse tous les aspects de la vie, qui suscite donc l'hostilité préconçue et irrationnelle de ceux qui ne partagent pas l'impulsion de ses postulats idéologiques. »

Cette Déclaration a été publiée à Rome en 1967 et signée d'une douzaine de noms d'artistes et d'écrivains.

Q. — *Lorsque vous parlez, vous prononcez souvent les mots Originalité, Art, Vie, Optimisme, Liberté, Futur, Machine, Fantaisie, Personne humaine, Patrie. Pourriez-vous me « peindre » ces mots ?*

R. — « Il n'y a pas d'art sans originalité ! La vraie originalité se manifeste dans les vibrations de l'œuvre, dans ce fluide qui se communique chez le spectateur. »

— « Je ne sépare jamais l'Art et la Vie. « *Arte-Vita* » c'est l'artiste qui se colle profondément à la vie de son époque et qui vibre avec elle. Il n'y a pas d'art hors de la vie. *L'Art-vie* est la synthèse du monde dans lequel l'homme respire. J'aime beaucoup mieux dire « *art vivant* ». L'artiste ne peut pas rester au sommet d'une tour et observer impartialement, comme un sismographe pendant les tremblements de terre ! L'artiste est au centre du séisme : il tremble ! ».

— « Le Futuriste ne nourrit aucun pessimisme vis à vis du monde. L'optimisme est la poussée vers la civilisation, l'âme du progrès. Sur le sillon et les doutes des pessimistes on n'aboutira jamais à rien. Tous les créateurs sont des optimistes. L'optimisme, encore, pousse à croire et si on ne croit plus à rien, la vie se vide de signification et ne vaut pas la peine d'être vécue. »

— « Liberté et Amour ! Voilà deux mots que je n'arrive pas à laisser indépendants l'un et l'autre. Je veux dire que je crois à l'amour de la liberté, qui, pour un artiste, doit être absolue, totale, infinie. »

— « Futur ! C'est la mission de l'artiste d'anticiper le futur. L'œuvre, qui est fruit d'une idée, vient toujours après celle-ci, mais, au bout d'un certain temps, elle sera déjà le passé. La tension vers le futur est la prérogative des artistes. »

— « La fantaisie inventive est la vraie racine de notre esprit, la meilleure partie de l'homme, sa réalité plus belle. »

— « L'artiste ne peut pas oublier les mutations profondes qui ont pour acteur principal la machine. Nous sommes sur un plan de pleine libération. Aux machines, le travail lourd. L'homme se réserve le contrôle, le commandement et l'invention. »

— « La personne humaine est le centre de l'univers. Avec l'excuse de l'art collectif ou de groupe, on met en circulation des ersatz. »

— « Patrie ! Le sens de ce mot est en décadence, n'est plus à la page. L'artiste futuriste est réfractaire à la mode

et l'amour pour sa terre reste un sentiment cohérent. Les paroles « démocratie », « république », « Etat libéral » e pourront jamais remplacer la « patrie », même si un jour elle est l'Europe ou tout l'Occident. Même si, au contraire, elle doit un jour se replier sur le clocher d'un village. Refuser l'amour de la patrie comme devoir social et non réthorique, est impossible pour un artiste. La patrie, c'est la terre, la société, le peuple, la vie, le travail, la pensée, où un artiste puise toute sa fantaisie et sa création. L'ignorer, signifierait ignorer la réalité, les origines de l'homme. »

ALDO DE QUARTO.

Gabriele D'Annunzio au Vittoriale

Il est de grands talents sur lesquels un silence gêné s'est fait depuis 1945 : ces hommes avaient choisi le mauvais camp et leur génie d'artiste ou d'écrivain ne peut suffire à leur faire pardonner leur faute. Parmi les victimes de cet ostracisme il en est une qui semble frappée d'une injustice particulière, c'est Gabriele d'Annunzio, mort en 1938, deux ans avant que son pays ne s'engageât dans la seconde guerre mondiale, mais seize ans après que le fascisme a triomphé en Italie. Dans toutes les villes de la péninsule, les rues et les places portant son nom ont été débaptisées et c'est tout juste s'il reste, à Venise, la cité anadyomène qu'il sut si lyriquement chanter, un bout de quai se réclamant de l'illustre poète. Pourtant, au-dessus du lac de Garde, au milieu des cyprès et des plantes grasses subsiste le Vittoriale.

Traduire ce mot en français serait friser le barbarisme : le Victorial ; de plus celà n'évoquerait qu'imparfaitement le mémorial de la victoire de 1918 que d'Annunzio voulut entreprendre dans sa propriété de Gardone, sa dernière résidence, sur les flancs du lac alpin et où il ne parvint à dresser que le mémorial à la plus grande gloire du Commendatore Gabriele D'Annunzio, prince du Monte Nevoso. Au Vittoriale s'accumulent tous les souvenirs de sa vie que l'écrivain rassembla dans sa vieillesse, et ces reliques sont à la mesure de l'existence tumultueuse, baroque et audacieuse que mena le grand poète.

Dès que l'on pénètre dans la villa ocre à la façade ornée de blasons de pierre, comme les maisons florentines, tout est là pour nous signaler que le défunt propriétaire des lieux fut d'abord le plus important écrivain de l'Italie moderne. Dans le bureau, comme dans les autres pièces, les meubles disparaissent sous les manuscrits, les dédicaces, les éditions originales, car celui qui publia son premier recueil de vers à seize ans devait par la suite se révéler d'une étonnante

prolixité, la qualité de ses œuvres en pâtissant souvent. D'Annunzio apparaît à un moment où la littérature italienne est à son point le plus bas. L'Italie récemment unifiée semble s'engourdir dans la médiocrité et, vis à vis de l'étranger, un Verdi assume seul la pérennité du génie de la péninsule. D'emblée le jeune poète connaît le succès, chacun s'entend à louer la qualité de ses vers même si leurs sujets, trouvés trop érotiques, déclenchent des scandales qui ne servent qu'à propager la renommée de celui qui est déjà si habile à faire parler de lui. Quand commencent à paraître ses romans, en 1888, il a vingt-cinq ans.

D'Annunzio est l'écrivain le plus célèbre de sa langue, et quelques années plus tard les traductions en français de George Hérelle rendront familier à toute l'Europe un nom qui pendant quarante ans encore remplira les journaux, du carnet mondain au reportage de guerre ; de la critique artistique à la page de politique internationale. La réussite littéraire de d'Annunzio, outre son style éblouissant, s'explique par le reflet plein d'authenticité que donne son œuvre du vieux monde d'avant 14. Ses personnages lui ressemblent, ce sont des esthètes délicats et violents évoluant dans un univers raffiné et décadent et s'abandonnant aux délices d'un âge de perversions faciles dont ils savent la fin proche. Ses poèmes chantent l'amour sensuel, la beauté des femmes, la volupté et la mort défiée.

La mort, elle a frappé l'enchanteur dans cette demeure où restent, pitoyables, les témoignages de l'érotomanie du séducteur vieillissant. A D'Annunzio on attribue autant de conquêtes qu'à Don Juan : il eut des femmes autant qu'il en désira, des dames du monde les plus connues aux soubrettes les plus obscures. Cet anti-séducteur, petit, gros, chauve, séduisait par ses fastueuses manières et son verbe passionné, bientôt il réussit le tour de force de séduire par la seule réputation de sa séduction. Et quand on voit les piles de lettres d'amour conservées au Vittoriale, il faut croire que les femmes prises par son charme avaient la plume déliée.

Ce n'est pas l'un des moindres paradoxes de D'Annunzio que laid, il ait su être Don Juan, mais il en est quantité d'autres qui méritent d'être signalés. Par exemple qu'enti-

ché de noblesse mais issu d'une famille de petite bourgeoisie à la particule très douteuse il ait vu sa grandeur consacrée par un authentique titre de prince reçu de Victor-Emmanuel. Il n'est pas moins étonnant que ce poète épris de beauté et d'idéal ait pu donner dans les arcanes de la politique jusqu'à briguer la députation, l'obtenir, et l'abandonner en vitupérant les mœurs démocratiques du haut de son aristocratique mépris. Grand seigneur, menant une vie fastueuse, prodigue en présents royaux (« je ne possède que ce que je donne ») disait-il, l'écrivain n'avait pas honte d'implorer de ses éditeurs des avances sur des manuscrits à venir, et qui ne venaient parfois jamais, l'amant vivait des rentes de ses riches maîtresses, le patriote fuyait le fisc italien jusqu'à s'installer en France à demeure. Et cet homme habitué à mener une vie de plaisir dans un luxe émoullent révéla un extraordinaire courage physique et une intelligence politique remarquable à l'occasion de la Grande Guerre.

Car ce fut cette abominable lutte fratricide entre Européens qui donna au poète l'occasion de parachever son personnage et de lui conférer une réalité héroïque conforme à la légende que ses écrits avaient tissée. C'est cet engagement guerrier de l'écrivain soldat qui est exalté par dessus tout au Vittoriale ; les reliques de la guerre, et de l'ardente aventure de Fiume qui s'ensuivit, y sont si bien valorisées que par elles le domaine d'annunzien affirme sa destinée propre : clamer le courage et l'esprit de conquête que D'annunzio sut allumer chez ses compatriotes et assumer à lui seul. A lui seul il décida plus que n'importe qui de l'entrée en guerre de l'Italie au côté des alliés ; son discours du 17 mai 1915, au Capitole, à Rome, par la ferveur populaire qu'il souleva força la décision d'un gouvernement hésitant. Sitôt les hostilités entreprises, malgré son âge qui l'en dispense, il prend l'uniforme et se trouve rapidement préposé au maintien de l'enthousiasme sur le front. Mais le poète-soldat n'entend pas se cantonner dans un rôle de propagandiste et il participe activement aux opérations, dans l'aviation, cette arme nouvelle qui allie le mythe d'Icare et la technique du siècle naissant, l'aviation qu'il avait déjà chanté dans un de ses romans les plus puissants : « Forse Che

Si, forse che no ». Et à Gardone, à la voûte de la salle de conférence où se réunissent les fervents d'annunziens, est suspendu le minuscule biplan dans lequel D'Annunzio survola Vienne lâchant sur la ville impériale dans un geste de poète, des tracts où était écrit : « Nous pourrions vous jeter des bombes, nous ne lançons qu'un salut à trois couleurs, les couleurs de la liberté ».

A l'occasion il se fait marin et dans un hangar, en haut du « Vittoriale », est conservée une vedette lance-torpilles, canot plus que navire, sur laquelle il se hasarda en pleine nuit à torpiller les cuirassés autrichiens à l'ancre en rade de Fiume. Par le plus provocant des hasards cette vedette portait un nom aux consonnances et à l'esprit étrangement d'annunziens : « Memento Audere Semper ». Souviens-toi de toujours oser, quelle formule caractériserait mieux l'attitude du premier soldat d'Italie pendant toute cette guerre où il ne cesse de risquer sa vie avec la plus magnifique superbe. Témoignent de cette période d'exaltation intense les canons et mitrailleuses autrichiennes, trophées guerriers qui jalonnent les allées du domaine du lac de Garde.

En même temps que la paix arrive une humiliation intolérable pour le guerrier. Il s'était battu pour que la souveraineté de son pays s'étendit sur le Trentin et la Dalmatie, or voici que le traité de Versailles place la plus italienne des villes dalmates, Fiume, sous le contrôle de la S. D. N. en attendant de la céder à la Yougoslavie. Nul patriote ne saurait tolérer cette renonciation. Par la magie de ses paroles d'Annunzio enflamme l'ardeur des anciens combattants et à la tête de ces volontaires, les « arditi », marche sur Fiume dont une garnison de l'armée régulière italienne est censée protéger la neutralité. C'est ici que l'épopée d'annunzienne atteint sa plus haute dimension héroïque et tragique. Au général qui menace de faire tirer sur ses troupes d'Annunzio offre pour cible sa poitrine bardée de décorations et à la faveur de la stupéfaction de ses adversaires, il entre dans Fiume le 11 septembre 1919 sans coup férir.

Là encore la réalité rejoint la légende. Immédiatement le poète se proclame règent de Fiume et organise l'administration de la ville conformément à ce qu'il avait imaginé

dans une de ses œuvre de théâtre, « La Cité morte », en 1897 : jusqu'à son bureau au palais du gouverneur qui illustre tous les poncifs de la mise en scène théâtrale. Le cri de ralliement des « arditti » est à lui seul un défit : « Me ne frego », je m'en f..., de la légalité, des traités des politiciens, du réalisme, de tout ce qui n'est pas gratuitement beau et démesurément fou ! Ces irrédentistes vont occuper Fiume pendant quatorze mois, jusqu'à ce que l'armée italienne, sommée de faire respecter le récent traité de Rapallo, intervienne violemment pour chasser ces révoltés dont le peuple italien sevré de grandeur a idéalisé le combat ; c'est Mussolini qui profitera de l'enthousiasme populaire né de l'équipée de Fiume. Pendant ces quatorze mois d'Annunzio a porté à bout de bras le moral de ses hommes, multipliant les discours grandiloquents et les exhortations déchirées, sans pourtant être capable de maintenir jusqu'à la fin la foi passionnée en une victoire à laquelle l'apathie des dirigeants italiens l'empêche de croire de plus en plus. C'est piteusement, sous un crachin hivernal, avec les derniers fidèles que le « Commendatore » quitta la cité morte.

Mais c'est glorieusement que cette épopée survit au temps dans la splendeur du Vittoriale. Dans la cour de la maison est exposé le cabriolet Fiat dans lequel le « Commendatore » entra triomphalement dans Fiume, dans les pièces sont montrés maints documents et photos relatant cet exploit ; mais dans le parc, parmi les cyprès et les oliviers, à une centaine de mètres au-dessus du lac, sur une déclivité assez marquée, s'élève le plus inattendu et le plus extraordinaire des monuments : une canonnière, un vrai navire de guerre, est là, ancrée dans les calcaires, la passerelle au milieu des plantes exotiques et la proue haut dressée vers le lac. L'étrave fend la verdure des arbres comme elle fendait les flots de l'Adriatique quand le *Puglia*, monté par son équipage mutiné, vint ravitailler les combattants de Fiume en dépit de tous les interdits proférés. Quand le navire fut désarmé, d'Annunzio obtint du gouvernement fasciste qu'il fut remonté dans sa propriété en souvenir de l'héroïque équipée. C'est du pont du *Puglia* que l'on découvre soudain le tombeau du poète que le feuillage avait caché jusqu'alors.

Dans la partie la plus haute du domaine, une énorme construction de marbre blanc, qui n'est pas sans évoquer l'allure du mausolée d'Hadrien, a reçu les restes de l'écrivain. Il y repose sur une terrasse, dans un sarcophage de porphyre, tandis qu'autour de lui, disposés en cercle, les cercueils de pierre de dix compagnons de Fiume l'assistent en une ultime veillée d'arme. Là-bas le lac miroite en reflets azurés et à l'entour le feuillage terne des oliviers n'est agité d'aucun souffle de vent. Dans ce cadre paisible de vert et de bleu dort, comme par ironie, l'homme qui contribua le plus à créer l'image du fascisme immense et rouge chère à Brasillach.

Le premier fasciste d'Italie fut bien d'Annunzio. Il clama son dédain de la démocratie et son ardent nationalisme en un temps où Mussolini militait encore au parti socialiste. Fasciste il l'était par son goût du grandiose, par l'idée qu'il avait de la foule, qu'il fallait faire vibrer et prendre comme une femme, par sa volonté de rénover avec le passé glorieux de sa patrie. Tous les thèmes qu'exploitera le fascisme sont déjà dans l'œuvre de l'écrivain qui exaltait la vie au soleil, le sport, la toute puissance de la technique moderne, le goût du risque et l'esprit de conquête. Il ne s'y trompait pas lui qui écrivait au Duce : « Dans le mouvement fasciste, ce qu'il y a de meilleur n'a-t-il pas été engendré par mon esprit ? ». Malgré ses forces déclinantes le poète survivra dix sept ans à l'aventure de Fiume, devenu gloire officielle du régime, paré des titres les plus prestigieux, il ne sortira plus guère de la retraite de Gardone où il mourra.

Tel fut Gabriele d'Annunzio qui sidéra son époque et que notre temps a du mal à comprendre. Il fut l'un des derniers génies baroques, déconcertant dans la richesse de ses contradictions ; rêveur et homme d'action, superstitieux et prométhéen, prince et cuistre, esthète raffiné et barbare décadent, il fut cet accoucheur du fascisme dont Lénine dit un jour qu'il était le seul révolutionnaire authentique de toute l'Italie. Le fantôme de ce seigneur de la renaissance n'avait pas sa place dans l'Europe rétrécie et mesquine du vingtième siècle, et on le lui a bien fait savoir.

FREDERIC LORMEAU.

THIES CHRISTOPHERSEN.

Un Commando à Auschwitz

Ce document que nous donnons ci-dessous est le témoignage d'un Allemand qui a apporté aux effectifs de surveillance du camp. Il ne concerne évidemment qu'un des « commandos » de cet immense ensemble, et ne peut être regardé comme un témoignage global sur le camp d'Auschwitz. Les détails qu'il contient montrent, toutefois, que le règlement général du camp était beaucoup moins sévère qu'on ne le dit habituellement (colis, vivres de la Croix-Rouge, dans certains cas permissions de sortie) et qu'en tous cas, il y avait à Auschwitz des « planques » où la vie quotidienne n'était ni dramatique ni insupportable.

Ce document, publié d'abord en Allemagne, à la Kritik Verlag, 2341 Kälberhagen par Mohrkirch est diffusé en France par les Editions FANE, B. P. 48, 75961 Paris, Cédex 20, avec une préface de l'avocat Manfred Roeder, et a été publié dans le périodique ronéotypé Le Combat Européen, B. P. 157, 75523 Paris, Cédex 11.

La vie au camp.

Lorsque j'arrivai en gare d'Auschwitz, le 15 janvier 1944, il faisait froid et il ventait. Je me demandai si je ne devais pas prendre un taxi. Mais il n'y avait que des fiacres à chevaux et je décidai d'aller à pied. Je mis mes bagages à la consigne et demandai le chemin de la *Kommandantur* du camp. Ce n'était pas loin. Tout près, en effet, se trouvait cet ensemble de casernes laides, mais massives. La première chose que je vis du camp de concentration d'Auschwitz fut le portait avec l'inscription « le travail rend libre ». Je fus étonné de constater que de nombreux détenus se promenaient librement sans surveillance. J'appris plus tard que le

camp, entouré d'un réseau de barbelés électrifiés, n'était surveillé que la nuit, à l'intérieur. Toute la journée, les détenus pouvaient se promener dans un immense terrain gardé à la périphérie par des sentinelles, qui, la nuit, venaient à l'intérieur après l'appel du soir.

Je m'annonçai à mon supérieur, le Colonel A..., docteur, homme de belle stature aux yeux bleu acier et aux cheveux un peu rouquins. Il m'accueillit cordialement et nous découvrîmes bientôt qu'il connaissait bien mon frère qui servait également dans la S. S. Je lui posai tout de suite quelques questions relatives au camp. Je voulais par exemple savoir quelle sorte de gens étaient internés là. Il me répondit : « Les Allemands qui sont ici sont bien à leur place... ce sont des ennemis du peuple... mais, à par ceux-là, il y a des gens de toute l'Europe. » Puis je fus présenté à ses collaborateurs. Le capitaine B..., émigré russe et ex-officier du tsar qui, outre le russe, parlait parfaitement l'allemand et le français, m'offrit de m'accompagner en voiture à mon cantonnement. A la section d'agriculture, les officiers avaient à leur disposition non des autos, mais des fiacres avec cocher. Je trouvais cela un peu prétentieux. Il m'était aussi pénible de voir les détenus qui nous rencontraient s'arrêter, se découvrir et faire le salut. Il est vrai que nous étions des officiers, et que les soldats de la SS nous saluaient également avec respect.

Mon cantonnement se trouvait à Raisko, à environ 3 kms du camp principal. Il y avait là un camp de femmes, les serres et les laboratoires pour notre travail de botanique. Une pièce fut mise à ma disposition dans une maison isolée. Dans la même maison habitait le lieutenant C..., mon collègue chargé de la surveillance de la section de botanique. C'était un homme très gai et son rire avait quelque chose qui rafraîchissait le cœur. Il était très aimé des détenus. Aujourd'hui encore, il reste en correspondance avec d'anciens détenus d'Auschwitz. Il s'était marié jeune et fit venir ultérieurement sa femme et ses enfants qui n'étaient pas encore d'âge scolaire. Je pris plus tard un appartement dans une serre aménagée. J'y habitais avec un savant de l'Institut « Kaiser Wilhelm » dont je peux citer le nom : le Dr Böhme.

Après la capitulation, il fut fusillé par des civils polonais fous furieux. Il n'avait certainement fait de mal à personne, car il était l'amabilité et la serviabilité mêmes.

La première détenue dont je fis la connaissance fut Agnès. Elle appartenait aux Témoins de Jéhova et nous servait de femme de chambre. Je voulus la questionner sur la vie au camp, mais elle m'opposa le silence. Il en allait autrement avec Mme Pohl qui était chef des cuisines. Elle fouillait aussi dans la Bible et distribuait des tracts aux détenus. Ce n'était pas permis, mais ce n'était pas mon travail de surveiller les détenus ; en outre, ces tracts me semblaient bien innocents. J'ai toujours été tolérant sur les questions de foi. Maintenant encore, je ne peux refuser une certaine admiration et estime aux Témoins de Jéhova. Ils se sont laissé enfermer pour leur foi et ont souffert parce qu'ils l'avaient choisie. Ils ne nécessitaient aucune surveillance et pouvaient se déplacer au-delà de la ligne des sentinelles.

Dans notre camp de femmes, elles étaient environ 300, occupant 3 baraques. C'était du personnel de qualité travaillant presque uniquement pour la section de botanique. La plupart étaient des Juives ou des Polonaises, mais il y avait aussi quelques Françaises. Toutes parlaient un très bon allemand. Beaucoup avaient un titre universitaire. Leur travail était de nature scientifique et elles étaient très indépendantes. En fait, je n'affectais aucun prisonnier dans mon service, c'était eux-mêmes qui devaient s'installer au travail. Je me fis expliquer leurs travaux et elles le firent avec une certaine fierté, je pourrais presque dire en se faisant valoir. J'eus l'impression que les détenues se livraient à leurs recherches avec zèle et avec joie.

La culture améliorée est un travail d'examen et de sélection. Nous dosions la teneur en caoutchouc des plantes, de leurs racines, et les meilleures étaient multipliées par bouturage. Leurs graines étaient soigneusement récoltées et semées. Le sabotage aurait été facile, mais pas un cas ne se produisit. Il faut dire aussi que les détenues ne s'accordaient réciproquement pas beaucoup de confiance. La vieille haine entre Polonais et Juifs, auprès de laquelle l'antisémitisme

national-socialiste était bénin, jouait un rôle. Les résultats dans l'augmentation de la teneur en caoutchouc étaient très satisfaisants. Je ne me souviens malheureusement plus des chiffres.

Le *Hauptsturmführer B...* se rendit dans les territoires occupés de l'Est à la recherche de scientifiques russes. Quelques-uns vinrent à Auschwitz avec leur famille, et ils travaillèrent pour nous en tant qu'employés civils.

Un incident se produisit lorsque l'agronome russe J. Sassmoschek arriva à Auschwitz. Ce dernier retrouva en effet parmi les prisonniers une ancienne amie. Ces retrouvailles ne furent pas sans suite. La jeune fille fut libérée et Sassmoschek put l'épouser. Après l'évacuation d'Auschwitz, je rencontrai ce couple à Halle-sur-Saale. Tous deux rayonnaient de bonheur. Tel n'était pas alors mon cas, car je venais de subir le bombardement de Dresde, auquel j'avais miraculeusement échappé. Je crois que sont morts à Dresde plus d'hommes en un jour qu'à Auschwitz pendant toute la durée de la guerre. Mais les crimes de guerre des alliés ne sont pas encore venus en discussion.

Comment se passait la journée des détenus à Auschwitz ? A 7 heures réveil, toilette, douche, déjeuner, appel du matin et à 8 heures début de la journée de travail. De 12 à 13 heures, pause de midi, et à 17 heures, fin de la journée de travail. A 19 heures, appel du soir. Puis les sentinelles extérieures étaient retirées et seuls les cantonnements restaient gardés. La poste était distribuée chaque jour aux détenus. Les paquets étaient ouverts lors de l'appel et contrôlés par le surveillant du camp. Rarement quelque chose était confisqué ; cela pouvait être des médicaments, certains livres et revues, des appareils de photo et de radio ou autres objets techniques. Mais ces choses restaient la propriété des détenus. Elles étaient envoyées et conservées au « Canada ».

On appelait ainsi un gigantesque hangar où était conservé tout ce qui appartenait aux Juifs expulsés ou transférés qui séjournèrent à Auschwitz. On y trouvait tout, d'où son surnom. Mais ce « Canada » était sévèrement gardé de

l'extérieur. Nous avions à la station météorologique une auxiliaire SS qui y avait pris une paire de bas de soie. Elle fut traduite en conseil de guerre pour vol. Mais les détenus qui y travaillaient volaient comme des pies.

Je remarquai combien nos détenues étaient élégantes. Bien sûr, elles devaient porter les vêtements de condamnées, mais leur linge, leurs bas et leurs souliers étaient impeccables. Les produits de toilette ne manquaient pas : rouge à lèvres, poudre et crèmes faisaient partie de leur nécessaire. De mon temps il n'y avait plus de Juives tondues à Auschwitz. Je me suis laissé dire que cela avait eu lieu, mais que le spectacle était si effrayant que même les officiers SS les plus endurcis n'avaient pu le supporter. Chaque samedi un groupe de nos femmes était envoyé au camp principal pour changer le linge. Elles en revenaient avec les prises les plus magnifiques qui étaient ensuite distribuées entre toutes les détenues. Je crois qu'on fermait les yeux sur ces vols.

Olga.

Au mois de mai, je reçu pour la première fois la visite de ma femme. Elle était professeur d'enseignement ménager agricole et était curieuse de mon travail au camp de concentration. Le simple fait qu'il ait été à tout instant possible de recevoir des visites des membres de nos familles montre que l'administration du camp ne redoutait pas d'indiscrétion. Si Auschwitz avait été un grand camp d'extermination, nous n'aurions certainement pas pu y recevoir nos familles. Les formalités encore aujourd'hui nécessaires pour rendre une visite dans la prison créée par Walter Ulbricht n'existaient pas. La comparaison entre Auschwitz et la R. D. A. n'a rien de paradoxal.

Nous étions jeunes mariés et n'avions guère profité de notre union. J'allai chercher ma femme à la gare. Elle arriva en semelles de bois, en fichu et sans bas. C'était la guerre et l'élégance était un luxe.

J'avais alors une nouvelle femme de chambre. Le mot de gouvernante conviendrait mieux. Olga ! Olga était une

Polonaise. Un phénomène, mais touchante de sollicitude et extraordinairement serviable. Il y avait toujours dans la chambre des fleurs, des nappes et des rideaux impeccables. Au-dessus de mon lit elle avait même accroché un ange en prière ; le diable sait d'où elle le tenait. Sa sollicitude était agaçante, mais j'étais bien obligé de la subir pour ne pas peiner cette brave personne.

Pendant la visite de ma femme, les travaux commencèrent dans les champs de plantes à caoutchouc, et je n'avais que peu de temps à lui consacrer. Mais elle s'entendait à merveille avec Olga qui discourait comme un livre. Ma femme voulut lui faire un petit cadeau et lui acheta une bricole. Lorsque je raccompagnai ma femme à la gare le jour du départ, je la reconnaissais à peine. Elle était vêtue de neuf des pieds à la tête. Olga lui avait tout procuré, même une valise neuve. Ma femme m'avait apporté quelques gourmandises économisées sur ses rations, entre autres un morceau de beurre. Olga me faisait chaque soir des pommes de terre rôties qui nageaient littéralement dans le beurre. Et ce n'était pas tout. Chaque jour arrivaient des paquets de la Caritas et Olga se sentait le devoir de m'en faire profiter. Non, les détenues de Raisko n'ont pas eu faim, et lorsqu'une arrivante était sous-alimentée et maigre, au bout de quelques jours elle avait visiblement récupéré ses kilos perdus.

Un camp d'extermination ?

« Le camp d'extermination ne se trouvait pas à Auschwitz, mais à Birkenau », voilà ce que j'ai lu et entendu après la guerre. Or, je suis allé aussi à Birkenau. Ce camp ne m'a pas plu. Il était surpeuplé et tout y était négligé et sale. J'y vis des familles avec leurs enfants. Ce spectacle me fit mal. Mais on me dit qu'on ne voulait pas séparer les enfants de leurs parents lorsque ceux-ci faisaient l'objet de mesures d'internement. Quelques enfants jouaient joyeusement au ballon. Je pense néanmoins que leur place n'est pas dans un camp d'internement et je considère comme une mauvaise

excuse le fait que les Anglais en aient fait autant pendant la guerre des Boers. Je le dis à mon supérieur qui me répondit : « Je suis de votre avis, mais je n'y peux rien ! ».

J'étais chargé d'aller chercher 100 travailleurs à Birkenau pour biner les plantations de kok sagis. Dans des cas semblables les choses se passaient ainsi : lors de l'appel on demandait aux détenus s'ils étaient disposés à accomplir ce travail et s'ils avaient déjà fait quelque chose de semblable ; presque toujours les volontaires étaient trop nombreux. Alors on les sélectionnait ; cette sélection a été, plus tard, complètement déformée. Il était naturel de vouloir occuper les détenus et ceux-ci ne demandaient pas mieux. La sélection n'avait d'autre but que de les utiliser selon leurs goûts, leurs capacités et leur état de santé.

Le fait est qu'il y avait à Auschwitz plus de main-d'œuvre que de travail. Je tenais naturellement à avoir des ouvriers familiers des travaux de la terre. Les Juifs se trouvaient donc exclus. Les Polonais étaient une excellente main-d'œuvre. Les Tziganes étaient complètement inutilisables. Le commando 11, ainsi s'appelait la colonne de nos femmes de Birkenau, venait chaque jour à Raisko et travaillait dans les champs de plantes à caoutchouc de la chaîne des sentinelles. J'ai eu à faire presque journalièrement à ces gens et j'ai volontiers écouté leurs doléances. Je vis une fois une sentinelle SS donner un coup de pied à une femme. J'apostrophaï le soldat en question. Il me dit que la femme l'avait traité de cochon de nazi. Mais le fait était qu'il l'avait insultée le premier. Je fis un rapport sur l'affaire et l'homme fut envoyé au bataillon disciplinaire à Dantzig. Depuis ce jour, je fus hautement considéré par les détenus, surtout par ceux du commando 11. Souvent des détenus venaient me trouver lorsqu'ils avaient une demande ou une plainte à formuler. Je faisais ce que je pouvais pour eux, car pour moi ils n'étaient pas des ennemis, mais des prisonniers. Souvent aussi je leur ai accordé des choses contraires au règlement. La plus grande joie que je pouvais leur faire était de les accompagner à la rivière proche, la Sula, et de les laisser s'y baigner pendant les chaudes journées d'été 1944.

Permissions.

Au reste, le détachement de Birkenau était formé de gens gais. En travaillant, elles chantaient des chansons polonaises et les Tziganes exécutaient leurs danses. Au début j'étais indigné et inquiet du mauvais état de nutrition de cette main-d'œuvre. Mais je constatai par la suite que les détenus arrivaient dans un mauvais état de nutrition et qu'il leur fallait quelques jours avant de se remettre. J'ai pris souvent mon repas de midi à leur roulante et ne l'ai point trouvé mauvais.

Mais le commando 11 avait des sources secrètes de nourriture. Il trouvait les choses les plus merveilleuses dans des cachettes garnies la nuit par des amis. Il est aussi arrivé que ces amis revêtent le costume d'un détenu et retournent à sa place dans le camp pour lui procurer quelques jours de permission. Auschwitz était en Pologne et la population civile aidait les détenus dans la mesure de ses moyens, sans se soucier de la légalité.

Nous savons tous que les troupes d'occupation et surtout d'administration civile ne se sont pas fait très aimer de la population civile. Une mesure qui ne me plaisait pas du tout était l'expropriation des petits paysans polonais. Ils devaient céder leurs terres pour les besoins des services d'expérimentation agronomique installés au camp d'Auschwitz. On m'a assuré qu'ils étaient dédommagés de la même manière que ceux qui devaient donner leur terre pour la construction d'une autoroute. Les déplacements de population aussi me semblaient injustes, mais on me garantit de manière réitérée qu'ils n'avaient jamais lieu sans consentement. La perte de la liberté est dure, mais la guerre l'est encore davantage et elle devenait pour nous de jour en jour plus cruelle. A l'automne 1944, le camp d'Auschwitz fut bombardé pour la première fois par des avions américains. Environ 20 détenus y perdirent la vie. Depuis le débarquement sur les côtes de la Manche, j'avais perdu confiance en la victoire finale, du moins j'en doutais fortement. Les communiqués du front devenaient de plus en plus décevants et les détenus aussi étaient bien informés, le diable sait par qui,

Cinéma.

Pour tous ceux qui vivaient dans le camp dans notre secteur, tout resta bien organisé. Le colonel A... avait obtenu qu'une fois par semaine la camionnette du cinéma n campagne vienne dans notre camp. Ensemble avec les détenus, nous vîmes les films « Münchlausen » et « La ville dorée ». Par contre, les films de propagande comme « Le juif Süss », « Kolberg » et « Les cadets » ne furent pas montrés aux détenus. Dans la salle commune, les détenus avaient le droit d'organiser des services religieux. J'ai assisté à plusieurs d'entre eux et je dois dire que certains étaient très solennels, surtout ceux de la paroisse orthodoxe russe à laquelle appartenait la plupart de nos employés civils. Parmi les détenus s'était constitué un groupe théâtrale. Un soir, il nous invita à une représentation de Faust. Des comédiens professionnels n'auraient pas fait mieux. J'aurais volontiers demandé une permission pour études pendant l'hiver. Mais la situation militaire était sérieuse et les perspectives mauvaises. On me proposa un cours par correspondance. Je fis venir des livres. Une détenue juive de Prague, docteur en médecine, s'offrit de m'aider à les étudier. C'est ainsi que je me suis fait donner chaque jour des leçons particulières par une détenue. A Raisko cela était possible. Les Juifs étaient intelligents et, autant que j'aie pu les connaître à Auschwitz, également très aimables.

En été je reçus pour quelques jours la visite de ma mère. Naturellement elle fut tout de suite très amie avec Olga. Un soir, ma mère me demanda où se trouvait le four crématoire dans lequel les morts étaient incinérés. Je ne savais rien de telles installations. A ma demande, Olga me dit qu'elle ne le savait pas exactement mais qu'on voyait toujours une lueur en direction de Bielitz. J'y allai et y vis un puits de mine où travaillaient aussi des détenus. Je fis le tour de tout le camp et vérifiai tous les foyers et cheminées fumantes. Mais je ne trouvai rien de suspect. J'interrogeai mes collègues qui me répondirent en haussant les épaules « de ne pas ajouter foi à ces ragots ».

Four crématoire.

Il y avait bien un four crématoire à Auschwitz, ajoutèrent-ils, car 200.000 hommes y vivent et il en est ainsi dans toute ville de 200.000 habitants ; on mourait à Auschwitz comme ailleurs, et non seulement parmi les détenus ; la femme du colonel A... y était morte. Cette réponse me suffit.

Durant mon séjour à Auschwitz, je n'ai pas remarqué la moindre trace qui aurait pu me faire soupçonner que des gens avaient été tués dans des chambres à gaz. L'histoire et l'odeur de chair brûlée qui aurait fréquemment flotté sur le camp est un pur mensonge. A proximité du camp principal, il y avait un vaste atelier de maréchalerie et l'odeur de corne de cheval brûlée n'était naturellement pas agréable. En outre, le responsable de cet atelier de maréchalerie vit encore dans le village voisin de chez moi. Les conditions de captivité s'amélioraient sans cesse. Au camp principal on avait installé un bordel pour les hommes. L'activité sexuelle est normale et on ne voulait pas en priver les détenus. Naturellement il y avait aussi des couples d'amoureux parmi les détenus et je doute fort que la maison close y ait fait obstacle. L'existence de telles maisons au service des détenus n'est mentionnée dans aucun récit d'après-guerre. Un billet pour le bordel était en quelque sorte une prime de bonne conduite. Cependant, il arrivait que des prisonniers jettent ce billet à la tête de leur « kapo » ! Cela me parut une preuve particulière de bonne conduite. L'histoire de l'incinération des cadavres fit l'objet de dissensions entre Olga et moi. A la longue, cette femme et ses éternels discours me portèrent sur les nerfs. Je trouvais son dévouement trop servile. On lui attribua une nouvelle fonction pour laquelle je ne l'enviai pas. Elle devint surveillante dans le camp des femmes et fut chargée de veiller à ce qu'aucun homme n'y vînt intempestivement. Olga savait incomparablement vitupérer les gens et c'était amusant de la voir chasser les hommes du quartier des femmes. Ses camarades l'appelaient « le cerbère ».

Qu'est-il advenu de la brave Olga ? Elle ne voulait pas retourner dans une Pologne communiste. Presque au-

cun détenu, même les Juifs, ne voulait cela et beaucoup ont prié secrètement pour la victoire des Allemands. J'ai appris par mon collègue, le lieutenant C..., à qui j'ai rendu récemment visite, que beaucoup d'anciens détenus étaient maintenant aux U. S. A. Il correspond encore avec certains. Il y en a même qui étaient prêts à venir témoigner à décharge pour des officiers SS lors des procès des camps. Mais ils ne furent pas admis aux tribunaux et seule la presse nationaliste évoqua alors le fait.

Il n'y avait pas de secret à Auschwitz. En septembre 1944 une Commission de la Croix-Rouge internationale vint en visite. Elle s'intéressa particulièrement à Birkenau. Nous recevions beaucoup de visites à Raisko, surtout de gens s'intéressant à nos travaux de botanique. Je servis également de guide à ces visiteurs et bien qu'il n'ait pas été permis de parler aux détenus, ils furent souvent invités à donner eux-mêmes des explications sur leurs travaux. Nous faisons alors les premiers essais avec la colchicine, le poison du « colchique d'automne ».

Recherche scientifique.

Nous réussîmes par cette substance toxique à empêcher le phénomène de réduction lors de la scissiparité et les plantes eurent le double de chromosomes. De telles plantes ont tendance au gigantisme, bien sûr aux dépens de leur fécondité. La récolte des graines était très importante et, vue leur nature floconneuse comme dans le pissenlit ordinaire, les choses n'allaient pas sans difficultés. Aidé de quelques détenus habiles et d'agronomes russes, j'avais entrepris la construction d'une machine à récolter. Nous avions parmi les hommes des artisans habiles et aussi des ateliers bien organisés. Quelques agronomes russes travaillaient à la galvanisation des ions. Pour cela, les détenus construisirent des appareils à ondes ultra-courtes. Ils trouvèrent les pièces nécessaires dans une entreprise de démolition d'avions. Dans cette entreprise, on décortiquait les avions tombés ou abattus. Les détenus y trouvaient des pièces pour la fabrication de petits appareils de radio. Ils n'avaient naturellement pas

le droit de les emporter dans le camp. Je m'initiai aussi à la technique de la radio. Mes professeurs étaient des détenus et ils me fournissaient tout ce dont j'avais besoin pour la construction de petits postes récepteurs.

A Auschwitz on ne s'occupait pas que de culture de plantes. Il y avait d'innombrables services de recherche. Et à cause de la nombreuse main-d'œuvre inemployée, un nombre de plus en plus grand de missions de recherche furent transférées à Auschwitz. A l'époque, on y était également plus à l'abri des attaques nocturnes. Environ toutes les deux semaines, il y avait colloque d'officiers que les SS appelaient « soirée au Casino ». Chaque fois un chef de service scientifique devait faire un exposé sur les travaux de son service. J'ai entendu de nombreuses conférences intéressantes, mais je ne me souviens pas d'avoir jamais entendu parler d'expériences choquantes. J'ai entendu dire plus tard qu'on s'était livré à des expériences sur des humains à Auschwitz. Je me souviens d'avoir entendu une conférence sur l'influence des divers modes de nourritures sur le développement de l'embryon dans le sein maternel. Mais rien ne me permet de dire que des femmes enceintes furent soumises à des cures de famine. Il était seulement question des découvertes très intéressantes faites sur l'alimentation nécessaire aux femmes enceintes. Les récits sur les essais de médicaments nouveaux sur les détenus ne me semblent pas très sérieux. Un docteur d'Auschwitz m'a affirmé que les médicaments nouveaux n'étaient essayés sur les humains qu'après conclusion des essais sur les animaux. On procède toujours ainsi de nos jours. Je me souviens avoir vu dans un film de télévision tourné après guerre un bâtiment près du camp principal avec d'énormes cheminées. Cela était, paraît-il, le four crématoire. Je suis au regret de dire que lorsque j'ai quitté Auschwitz en décembre 1944, ce bâtiment n'existait pas. Et je peux difficilement croire qu'on ait pu exécuter les travaux de maçonnerie nécessaires au cours du rude hiver qui a suivi. Je soupçonne donc que ces installations n'ont été bâties qu'après la guerre. Il me paraît invraisemblable que, si de telles installations avaient existé, les SS ne les auraient pas détruites avant d'évacuer le camp. A la même

période, j'entendis un récit à la radio selon lequel 4 millions de personnes auraient été *fusillées* dans le seul Auschwitz. Personne n'a été fusillé à Auschwitz, sinon on l'aurait entendu. Je me souviens en outre d'une grande agitation dans notre camp lorsque le bruit se répandit que des otages devaient être fusillés. Cette sorte de vengeance est la plus horrible que je puisse imaginer, car elle frappe des innocents. Qu'elle ait existé de part et d'autre est vraisemblable. Mais si pour chaque victime des bombardements on avait tué un détenu, aucun des 200.000 internés d'Auschwitz n'en serait revenu vivant. Si l'on songe qu'Auschwitz n'a été en service que 4 ans, il eût donc fallu fusiller un million de personnes par an, soit 3.000 par jour. Quelles devraient être les dimensions d'un four crématoire capable de brûler 3.000 personnes par jour ? Et des fosses communes aussi énormes seraient impossibles à camoufler.

Pourtant le peuple allemand continue à croire aux exterminations massives des camps de concentration. Pourquoi ? Nous tous qui savons la vérité, ne sommes-nous pas chargés d'une monstrueuse responsabilité ? Pourquoi nous sommes-nous tus aussi longtemps ?

Pourquoi s'être tu ?

Je veux essayer de répondre à ces questions.

1. Nous ne nous sommes pas tus, mais personne n'a voulu écouter nos récits, aucun journal, aucune maison d'édition n'a voulu les publier.
2. Aujourd'hui encore il ne manque pas de témoins vivants qui pourraient confirmer mes déclarations ou en faire de semblables. Mais nous ne sommes pas protégés par un Etat respectueux du droit et ce serait un suicide que de dire la vérité.
3. Je ne suis pas encore las de vivre, mais j'ai fait face à mes devoirs, établi mes enfants. Si quelque chose devait m'arriver, ma femme aura à 65 ans une retraite que personne ne pourra lui contester.

4. Grâce à ma longue activité de journaliste et d'éditeur de la « *Bauernschaft* » et de « *Kritik* », et avec l'aide de la « *Deutschen Bürger-Initiative* », je me suis créé un petit cercle de lecteurs, et je peux donc éditer moi-même mon témoignage sans dépendre de personne.
5. On entend dire de partout, et aussi par les membres et électeurs des grands partis : « Seule la reconnaissance de notre culpabilité dans la déclaration de guerre et la destruction de 6 millions de Juifs nous a permis d'être acceptés de nouveau dans la communauté des peuples. Quiconque conteste cela nuit gravement au peuple allemand. »
6. Une réfutation de ces exterminations dans les camps de concentration discréditait non seulement la politique allemande d'après-guerre, mais les politiciens qui l'ont pratiquée. Il faut absolument empêcher cela.
7. Il y a eu des lâches, des menteurs et des témoins achetés. Certains accusés, qui savaient parfaitement que les accusations portées contre eux étaient fausses, ont néanmoins avoué, croyant à la promesse qui leur avait été faite qu'ils obtiendraient des avantages personnels en entérinant l'accusation. Il est aussi possible que des aveux aient été arrachés par la torture. Sur ce point aussi existent des récits.

Comme changerait l'attitude de notre peuple, de la jeunesse surtout, si elle croyait à l'innocence de ses pères ! La culpabilité peut peser lourd et maintenir un homme en état de servitude. C'est exactement ce que voulaient les vainqueurs et ils n'accepteront pas de perdre les fruits de leurs mensonges, qu'ils sont encore en train de récolter.

J'ai écrit mes souvenirs conformes à ce que j'ai vécu et à ma mémoire. Je jure devant Dieu d'avoir dit la vérité. Si ce récit pouvait contribuer à ce que les jeunes aient un peu plus de respect pour leurs pères qui combattirent pour l'Allemagne et n'étaient pas des criminels, ce me serait une satisfaction suffisante.

Kaalberhagen, le 3 janvier 1973.

APPENDICE

LETTRE DE SIMON WIESENTHAL A LA CHAMBRE DES AVOCATS DE FRANCFORT-SUR-LE-MAIN.

Au président de la Chambre des avocats

Frankfurt-sur-le-Main

Vienne, le 10.5.1973

Monsieur le Président,

Vous trouverez en annexe la brochure « Le Mensonge d'Auschwitz » parue dans la série des ouvrages édités par la « Deutsche Bürger-Initiative », représentée par l'avocat Manfred Roeder, 614 Bensheim, Roonstr. 8. Nous supposons que celui-ci est membre de votre Chambre. En dehors du fait que la brochure contient en elle-même des propos haineux et depuis longtemps réfutés au sujet du camp d'Auschwitz et des souffrances endurées par les Juifs, il y a dans la préface de M. Roeder des remarques qu'il vaudrait la peine de faire examiner par la Commission disciplinaire de la Chambre des Avocats. Je vous prie donc de lire cette brochure, en particulier la préface de l'avocat Roeder et d'en décider. En tous les cas, je vous prie de me tenir au courant.

Centre de documentation de l'Union des
Victimes Juives de la persécution du régime nazi, Vienne.

Simon Wiesenthal.

JEHAN BOUYAL.

ESPAGNE : RECONQUISTA AN I

*« Tant qu'il restera une passion ardente,
une entreprise noble, une quête impossible,
un impossible exploit, l'Espagne vivra ».*

(Ruben DARIO).

I

Comment détruire en quelques mois une œuvre de 40 ans ?

A — LE PARJURE INSTITUTIONNALISE

Depuis le 24 novembre 1975, l'Espagne vit à l'heure du parjure ; le parjure qui est devenue peu à peu la principale force et la légitimation de la Monarchie : les communistes — de leur propre aveu — n'en croient pas leurs yeux, et si cela continue, ils vont devenir... royalistes ! Un régime (surtout s'il est « monarchique » et « chrétien ») dont la devise est la trahison n'est pas seulement méprisable ; il porte en lui les germes de sa propre condamnation : tôt ou tard il sera trahi à son tour par les hommes auxquels il aura appris la félonie et disparaîtra dans l'oubli, la médiocrité et l'exil. Les vrais amis de l'Espagne pensent d'ailleurs que le plus tôt serait le mieux...

Le parjure institutionnalisés ? C'est la destruction méthodique, scientifique de toutes les structures politiques, économiques et sociales de l'Etat du 18 juillet, avec le rétablissement du multipartisme (150, 200 partis ? On ne sait pas au juste !...), du régime parlementaire et du plurisyndicalisme, la reconnaissance (de facto pour l'instant) du parti communiste ; les Cortes n'ont que 3 ou 4 mois de sursis ; le Movimiento (avec toute son infrastructure) est condamné à mort ; la suppression du Tribunal d'Ordre Public n'est qu'un

prélude à celle de la D. G. S., des Brigades Sociales, etc... Quant au séparatisme, il a déjà obtenu en un an un statut équivalent à celui qu'il avait à l'époque de la république !

Le parjure institutionnalisé ? C'est la violation quotidienne des Principes du Movimiento auxquels le Roi, par deux fois et de façon solennelle a juré d'être fidèle (1).

Le parjure institutionnalisé ? C'est la trahison permanente des idéaux du 18 juillet et de la victoire, qui sont la SEULE légitimation de la Monarchie INSTAUREE et pour lesquels sont morts des centaines de milliers d'Espagnols.

Le parjure institutionnalisé ? C'est la croisade souillée par le déferlement de l'immoralité et de la pornographie ; la religion catholique est bafouée, la famille attaquée ; le divorce et l'avortement sont publiquement réclamés dans les rues de Madrid par l'intelligentsia qui a déjà arraché la reconnaissance de l'objection de conscience et « lutte » pour celle de l'homosexualité.

Le parjure institutionnalisé ? Ce sont ces centaines de milliers de héros et de martyrs d'une CROISADE, dont on veut faire une guerre civile comme les autres ; ces martyrs dont le sacrifice est ridiculisé, la mémoire salie tous les jours, dans toute l'Espagne, par la presse de la monarchie, la radio de la monarchie, la télévision de la monarchie ; il est déjà dangereux de se promener dans les rues de Madrid si l'on arbore une étoile d'alférez, mais les assassins de l'armée rouge — dite républicaine — peuvent parader, à leur retour d'exil ; les survivants des « paseos » et des tchekas sont des parias (et des gêneurs), mais les assassins de l'armée rouge — dite républicaine — bénéficient désormais de pensions : cela permettra à leurs fils — objecteurs de conscience — de suivre les cours de marxisme dispensés dans les facultés de la monarchie.

(1) Voici ce qu'écrivait Christian PERROUX dans la « Pensée Nationale » de février- mars 76 : « ...Ceux qui chevauchent la vieille chimère de la Monarchie à l'anglaise, parlement et libérale ceux-là tiennent en médiocre estime celui qu'ils veulent pour Roi de leur démocratie couronnée. Il a juré ? Qu'il se parjure ! Mais comment attendre pareille scélératesse d'un Roi Bourbon ? ».

Le parjure institutionnalisé ? C'est le silence observé par les Autorités lorsque — pratiquement chaque semaine — un monument aux morts est dynamité par la pègre dont la haine n'épargne même pas les pierres : alors, spontanément et non sans courir de sérieux risques, des hommes et des femmes organisent des cérémonies de réparation (comme ce fut encore le cas récemment au Puerto de la Cadena) ; mais il y a pire que le dynamitage des monuments aux morts : ainsi à Barcelone, le maire socialiste Socias Humbert a pu officiellement et sereinement débaptiser la rue Général Goded (fusillé par les rouges en 1936) : elle portera désormais le nom du communiste Pablo Casals, coqueluche de l'intelligentsia européenne.

Le parjure institutionnalisé ? C'est la protection officielle, par les forces de sécurité de la monarchie du siège de toutes les organisations de gauche et d'extrême-gauche et la passivité observée devant les campagnes orchestrées contre les franquistes et les « ultra » dont les chefs sont menacés de mort ; les égards sont réservés aux assassins, aux fils des assassins et aux amis des assassins, tandis que les arrestations, les procès, les amendes, les censures, les représailles de tous ordres frappent impitoyablement les hommes et les journaux dont le seul crime est de défendre l'Esprit du 18 juillet : Luis Valero Bernejo (de la « Confédération Nationale des Combattants »), Luis Fernandez Villamea (de « Fuerza Nueva »), Mariano Sanchez Covisa (des « Guerrilleros du Christ-Roi »), Antonio Izquierdo (journaliste à l'« Alcazar » et ancien chef d'une Centuria de Flechas), etc. etc. Manuel Ballesteros (ancien Directeur de « Fuerza Nueva ») : 1 Million de pesetas d'amende ; Herminia de Villena (collaboratrice de l'Alcazar et de *Fuerza Nueva*) : 500.000 pesetas d'amende ; Jesus Palacios (24 ans) : 500.000 pesetas d'amende pour avoir insulté et menacé d'un parapluie (sic) le président des Cortes Fernandez Miranda (décidément très susceptible !) à la sortie de la messe à la mémoire de l'Amiral Carrero Blanco ; José Maria Pérez de Herrastic : 500.000 pesetas d'amende pour le même motif ; Rafael Garcia Serrano, héros de la Croisade et Grand Prix National Francisco Franco : 100.000 pesetas d'amende. En mai 76, au lendemain de la fusillade de Montejurra au cours de laquelle

se distinguèrent une fois de plus les voyous — déguisés en carlistes — à la solde de Hugo (dit Carlos) de Bourbon-Castro, qui fut arrêté, accusé, traîné dans la boue ? Des hommes comme Marquez de Prado, Garcia Verde ou les fils de Fal Conde ! Dans la nouvelle Espagne, les hommes fidèles au 18 juillet et au Caudillo sont calomniés et pourchassés ; on ne compte plus les jeunes gens, phalangistes ou traditionnalistes, arrêtés un peu partout, sous les prétextes les plus futiles... Et tandis que journaux et revues se livrent à une véritable escalade de l'abjection (qui doit laisser Olof Palme rêveur), « Fuerza Nueva » est censuré pour avoir osé titrer : « Une monarchie qui n'est ni catholique, ni sociale, ni traditionnelle ni représentative » (Evidemment, nos amis avaient touché juste !). C'est l'application de la consigne en vigueur dans toute l'Europe : « le danger est à droite ».

Le parjure institutionnalisé ? Il se manifeste enfin dans l'attitude du nouveau régime à l'égard de la mémoire du Caudillo : les hommages (pacifiques) au Caudillo sont purement et simplement interdits (20 mai 76) ou « torpillés » (20 novembre 76), alors que la pègre défile tous les jours dans les rues des villes d'Espagne ; les gouverneurs ont reçu des consignes (discrètes) afin de ne pas faciliter l'érection de monuments à la mémoire de Franco — les voyous qui plastiquent les monuments qui existent déjà, faisant l'autre partie du travail — ; mais, comme grâce à Dieu, le peuple est plus loyal que les politiciens et plus fidèle que ne le prétend la presse (laquelle prend ses désirs pour des réalités) on ne compte plus les monuments, les stèles, etc... qui ont été élevés un peu partout dans le pays depuis quinze mois. Un an après sa mort, le Caudillo est couvert de boue dans la presse, sur les écrans, dans la rue, sur les murs d'une Université décrite par *Fuerza Nueva* comme un véritable cloaque... Cela atteint de telles proportions qu'une délégation de membres de la « Fondation Nationale Francisco Franco » ayant à sa tête la Duchesse de Franco a demandé récemment à être reçue par le Roi : il fallait être bien naïf ! Qu'attendre en effet du Roi qui avait autorisé un peu plus tôt la sortie du livre abject — et posthume — du général Franco Salgado... un pamphlet qui laisse loin derrière lui tous ceux qui ont paru jusqu'à présent !..

B — LE NOUVEAU SYSTEME EST IMPOSE DE L'ETRANGER

La véritable Espagne — l'Espagne « espagnole » — est morte le 24 novembre 1975 au matin, alors que sous mes yeux, à Cuelgamuros, les ouvriers achevaient de sceller la dalle recouvrant la tombe du Caudillo. Le 24 novembre 1975 au matin, les charognards ont repris leur vol, et quelques jours plus tard nous les retrouvons à Madrid, pour la Messe « dite » du Saint-Esprit (il est probable que le Saint-Esprit ne fut pas seul au rendez-vous). Lorsqu'on revoit, un an et demi plus tard, la photo de famille qui fut prise alors, on comprend beaucoup de choses (il est des photos historiques qui sont plus éloquentes que de longs développements, ainsi la photo de famille de Yalta) : « ils » sont tous là, qui entourent le Roi comme un OTAGE ; ils sont rayonnants (et avaient de sérieuses raisons de l'être)... c'était le retour des (nouveaux) « afrancesados » dénoncés par Blas Pinar... Il est difficile d'imaginer l'ampleur des pressions qui s'exercent sur l'Espagne depuis quinze mois : les Etats-Unis, obligés cependant de composer avec la susceptibilité espagnole s'ils veulent continuer à disposer de leurs bases ; le Vatican, qui salue « avec sympathie » (sic) l'évolution de la situation, mais doit compter avec l'impopularité croissante du clergé rouge espagnol (ce dernier agit maintenant au grand jour) ; la France, experte en libéralisme avancé ; le Portugal en proie à l'anarchie ; l'Italie, qui est au bord de la banqueroute et de la guerre civile, mais a l'outrecuidance de donner des leçons ; la Grande-Bretagne, qui « oublie » Gibraltar ; la Scandinavie, cette poubelle de l'Europe dont il serait temps de refermer le couvercle une fois pour toutes, afin que son odeur nauséabonde cesse de nous incommoder ; la Maçonnerie, dénoncée par le Caudillo sur son lit de mort, et qui revient en force via le capitalisme international ; la juiverie qui relève la tête en Espagne (comme ailleurs du reste ; ce qui n'empêche pas la légende des « six millions » de faire toujours recette). Ce 5 décembre 1976 est passé inaperçu ; on chercherait en vain dans tous les quotidiens européens quelques lignes consacrées à cet événement ; et pourtant

ce jour-là il s'est produit un fait très important : la clôture, à Madrid du « World Jewish Congress » : On se doute bien que le choix de Madrid n'a pas été fortuit !... « Pour la première fois, cinq cents ans après l'expulsion des Juifs par les Rois Catholiques », a-t-on pu lire quelque part. Evidemment, cela s'est fait avec la discrétion qui a toujours caractérisé le travail de termite de la Juiverie... Ceux-là aussi prennent leur revanche sur le Caudillo qui avait dit un jour : « Nous ne voulons pas de ministres ni de gouvernements enjuivés ». En Espagne, un homme (le seul à notre connaissance) a eu le courage de dénoncer cette provocation en termes virulents : Antonio Medrano, dont l'article (paru dans l'« Alcazar ») a été reproduit in-extenso dans la revue des Alférecs Provisionales.

Les Internationales Capitaliste et Marxiste ont trouvé en Espagne un champ de bataille qui leur était interdit depuis le 18 juillet 1936 ; et comme toujours, il n'y a que les « irrécupérables » pour croire un seul instant à leur (prétendue) « rivalité » !

Le nouveau système est imposé de l'étranger... Pour achever de s'en convaincre, il suffit de faire un petit retour en arrière : il y a un an, un an-et-demi, que disait-on à Stockolm ? Que réclamait-on à la Haye ? Que conseillait-on à Paris ? Qu'exigeait-on au Conseil de l'Europe ? Les nouveaux dirigeants espagnols appliquent docilement point par point les programmes établis et imposés par l'étranger : on pourrait citer des phrases entendues à Bonn ou ailleurs et « reproduites » trois mois plus tard à Madrid dans quelque discours officiel ! Les mêmes formules, les mêmes termes, les mêmes clichés ! De temps en temps, certes, il se produit une « bavure », ou bien l'on assiste à une résurgence de la fierté espagnole : aussitôt les Grands Prêtres de la Démocratie Universelle froncent les sourcils, ils rappellent les Dix Commandements et tout rentre dans l'ordre. Mais comme on n'accorde malgré tout qu'une confiance limitée aux nouveaux maîtres de l'Espagne, on préfère encore venir sur place afin de vérifier si les consignes sont correctement appliquées : depuis 15 mois, c'est un Sabbat ininterrompu sur le sol d'Espagne quotidiennement profané ; à peine Brandt,

Mitterrand, Palme et Nenni ont-ils quitté Madrid où se tenait un sommet socialiste que les démocrates « chrétiens » (les pires de tous !) arrivent, avec à leur tête Tindermans et... Lecanuet... et voici que l'on nous annonce le clou, l'apothéose : la conférence eurocommuniste avec Marchais et Berlinguer. La France, l'Italie et le Portugal possèdent les 3 PC les plus puissants d'Europe Occidentale, mais c'est Madrid qui est choisi pour la rencontre : comme dans le cas du World Jewish Congress, le choix de la capitale espagnole est significatif.

C — LE NOUVEAU SYSTEME EST IMPOSE PAR TOUS LES MOYENS

● *Elimination prgressive des personnalités civiles et militaires liées à l'Ancien Régime.*

Il y eut d'abord l'intermède Arias Navarro, qui dura quelques mois : il ne fallait pas effaroucher dès le début ces pauvres franquistes ; il s'agissait aussi de rallier à la monarchie ceux qui montraient encore quelque réticence en leur donnant l'illusion de la continuité. (2) En effet, le gouvernement Arias était essentiellement composé d'hommes liés à l'Ancien Régime ; certains d'entre eux avaient fait des déclarations très dures en septembre-octobre 1975, lorsque la lie Universelle se coalisa une fois de plus contre l'Espagne : la plupart de ces hommes n'étaient plus à proprement parler des « hommes du 18 juillet » mais c'étaient encore des franquistes. Certes, Arias, qui était un faible — déchiré entre sa fidélité au Caudillo (beaucoup plus sentimentale que profonde : il avait la larme facile) et ses velléités libérales — avait réussi en quelques mois à se faire détester de tout le monde : après avoir ouvert lui-même des brèches dans le

(2) Contrairement à ce que prétend la propagande « démocratique », les Espagnols sont loin d'être tous monarchistes : nombre de franquistes et de phalangistes très hostiles à la monarchie (il serait plus juste de dire : hostiles à la monarchie libérale, qui n'est qu'une contre façon de monarchie) ne se sont inclinés que par loyauté envers le Caudillo, mais leur ralliement était sincère : ils auront été bien mal récompensés !

rempart franquiste (avec son fameux « esprit du 12 février », il devait être rapidement effrayé par les résultats, et débordé à la fois sur sa droite et sur sa gauche. Il n'en demeure pas moins que dans les premiers mois de 1976, les tenants de la « linéa dura » contrôlaient encore la situation : il pouvait être dangereux, dans ces conditions, de leur laisser plus longtemps l'initiative.

Avec la disparition du dernier gouvernement ayant encore une vague teinte franquiste, les choses sérieuses vont commencer. Il ne faudrait pas croire pour autant — comme on voudrait nous le faire entendre — que les nouveaux dirigeants espagnols n'ont aucun lien, eux, avec le passé honni : en fait tous les nouveaux ministres sans exception doivent tout à la « dictature » et certains d'entre eux, à commencer par Adolfo Suarez, ont même occupé d'importantes fonctions dans l'appareil franquiste. Les renégats ont toujours cru (la Nuit du 4 août déjà...) que leur forfaiture suffisait à faire oublier leurs origines.

L'on va donc s'employer, dans un deuxième temps à éliminer — de façon fort démocratique — tous ceux qui seraient susceptibles de gêner l'entreprise de sabotage de l'Espagne : le Lieutenant-Général Iniesta, (la bête noire des libéraux), le gouverneur de Meer, Pilar Careaga (ancienne Alcadesa de Bilbao) le Lieutenant-Général de Santiago, le Sous-Directeur de l'Ecole Navale, le Général Campano, etc... etc... pour ne citer que les plus connus ; mais les déplacements, les mises à la retraite, les destructions se succèdent à tous les niveaux : sans compter qu'un certain nombre d'autres « gêneurs » ont eu l'excellente idée de mourir entre temps, le Lieutenant-Général Garcia Rebull, José Antonio Elola, le Maire de Madrid, etc...

Comme les nouveaux dirigeants espagnols ont des engagements à tenir et un calendrier à respecter (s'ils marquaient la moindre hésitation, on les rappellerait à l'ordre, à Paris ou à Stockholm), rien ne les arrête dans leur détermination de faire table rase de l'Etat du 18 juillet :

● *La Démocratie est imposée par tous les moyens :*

A la tête des Cortes, Torcuato Fernandez Miranda — l'homme de confiance du Roi — Se comporte en véritable despote ; à plusieurs reprises, certains procuradores (et notamment l'ancien Président des Cortes et du Conseil de Régence, feu A. Rodriguez de Valcarcel) ont protesté contre ses méthodes (à cette époque-là, il y avait encore des hommes aux Cortes...) ; la réplique est venue, cinglante : si elles ne votaient pas les réformes, les Cortes seraient dissoutes. Naturellement l'Intelligentsia européenne trouvait tout à fait normaux ces procédés qu'on n'avait jamais vus pendant 40 ans de « dictature franquiste ». Ainsi la « Reforma » est imposée par la force au nom de la... démocratie.

Si aucune résistance n'est tolérée, tous les procédés sont bons pour arracher leur vote aux procuradores : ainsi lors du vote du 17 novembre, le rapporteur (Miguel Primo de Rivera !!) n'a pas hésité à déclarer que le suffrage universel, les partis politiques et le parlementarisme étaient tout à fait conformes à la pensée de Franco ; ces mêmes slogans seront repris — avec le succès, hélas, que l'on connaît — lors du référendum du 15 décembre. D'autre part, afin qu'ils n'aient pas le temps de s'appesantir sur les textes qui leur étaient soumis, les procuradores ont dû soutenir un rythme de marathon — « Urgence ! Urgence ! » était le mot d'ordre des promoteurs de la « Reforma ». Mais, enfin, pourquoi une telle précipitation ? s'écrivaient les plus courageux. C'est que l'on devait commencer à s'impatienter, à Paris et ailleurs.

Mais le référendum du 15 décembre devait faire reculer encore les limites de la démagogie et du grotesque : n'a-t-on pas fait appel, pour la circonstance, à des groupes de chanteurs qui interprétaient à la télévision espagnole des inepties dont les titres laissent rêveur (« Liberté sans colère », « Parle, peuple, parle »).

● *Les pressions intérieures*

Quant aux pressions intérieures, elles alternent, dans un mouvement pendulaire avec le chantage de l'étranger : quand Palme et Schmidt ont achevé leur « numéro », ce sont les séparatistes catalans, les mineurs des Asturies ou la pégre gauchiste de Madrid qui prennent le relais... TOUT ce qu'à « accordé » le gouvernement espagnol depuis 15 mois a été en fait « arraché » par la force, soit du fait de pressions extérieures, soit à la suite des attentats et des manifestations de rue ininterrompus ; c'est vrai pour l'amnistie, c'est vrai pour les partis politiques, c'est vrai pour l'objection de conscience, c'est vrai pour l'« Ikurritra », le drapeau des assassins de l'ETA (officiellement reconnu !), etc. etc. La démocratie et le libéralisme, c'est (aussi) cela : le Roi semble cependant oublier un point de détail dans ce programme : le séparatisme ou l'avortement constituent seulement des étapes pour les révolutionnaires espagnols dont l'objectif demeure : le rétablissement de la république (on a jamais autant vu le drapeau républicain espagnol que depuis cinq ou six mois dans les manifestations !...)

Les « Rois » contemporains ont suffisamment prouvé — hélas — qu'ils étaient prêts à toutes les compromissions, à toutes les trahisons, à toutes les lâchetés. Les pays les plus corrompus et les plus décadents d'Europe sont dotés de régimes monarchiques ; et si les colonels ne s'étaient décidés à intervenir, Constantin eût livré la Grèce au communisme.

Le Roi d'Espagne est un « instrument » aux mains de l'Ennemi : les révolutionnaires l'utilisent parce qu'il est le seul actuellement qui puisse leur donner le tremplin (en détruisant l'Etat du 18 juillet) leur permettant, dans un deuxième temps, de faire la vraie révolution. Seulement, cette révolution-là passe par le rétablissement de la république.

LES LIVRES DU MOIS

THIERRY MAULNIER, « LE SENS DES MOTS »,
Editions FLAMMARION, 240 pages.

« On ne tue peut-être plus pour une lettre de l'alphabet, mais on tue pour des mots, non pour changer les mots mais pour y introduire un sens nouveau, pour qu'ils cessent de vouloir dire ce qu'ils disaient et qu'ils se mettent à dire autre chose. » Cette constatation avisée de Thierry Maulnier correspond bien à une réalité que nous pouvons saisir tous les jours. Le sens des mots s'affadit ou se transforme complètement, quotidiennement, et il peut arriver que deux individus, employant le même langage, expriment des idées totalement opposées.

Au long de ses chroniques du « Figaro » en partie rassemblées dans ce volume, Thierry Maulnier a la prétention juste de nous réapprendre à parler comme il le faut.

Classé par ordre alphabétique, chaque article traite d'un mot particulier. Le livre part de l'agression pour terminer par la violence. Je suppose que le seul hasard a placé ces deux mots batailleurs aux deux extrémités de notre vocabulaire contesté, beaucoup plus dangereux dans son emploi que n'importe quelle arme à feu.

On savoure chaque chronique qui relève beaucoup plus de la maxime que de la sémantique. Chamfort n'est pas loin. Thierry Maulnier décèle en un tour de plume les fausses significations que quelques habitués d'officines voudraient nous faire avaler, et que nous avalons d'ailleurs souvent à force de les entendre toujours usés dans un sens bien précis. C'est le grand art du bourrage de crâne. Il redonne à certains mots leur valeur juste et justifiée et qui n'avaient été abandonnés que parce qu'ils faisaient honte à ceux qui avaient pourtant le droit de les utiliser et d'en être fier. C'est incroyable ce que les modes ou les passions d'un moment peuvent influencer les gens. Prenons en exemple le mot « droite ». C'est « un mot qui accuse, un mot qui flétrit, un mot dont émane une puissance d'intimidation telle que l'adversaire susceptible d'en être marqué en a peur comme du

fer rouge » alors que « le gauchisme contribue à donner son label mondain à la révolution. Il ouvre d'agréables carrières à la contestation subventionnée, et il permet à ses adeptes de vivre le rêve révolutionnaire dans le confort d'une société bourgeoise jusqu'au jour où ils seront les premières victimes de celle qui lui succèdera. »

Je ne crois pas que la tentative de démystification de Thierry Maulnier porte ses fruits, ou seulement aboutisse à un moment d'interrogation. Les gens sont trop figés dans leurs idées et leur conformisme pour qu'il soit possible d'en tirer quelque chose. Et surtout, ils sont trop bêtes pour penser qu'ils peuvent se pencher à leur fenêtre et regarder un peu ce qui se passe hors de chez eux. Mais au moins, la tentative aura été faite de nous sortir de nos dangereuses habitudes présidées par la paresse intellectuelle. Or, l'intellectuel devrait savoir « que sa fonction exige un certain esprit d'irrévérence et que l'obéissance servile à l'égard d'une doctrine qui prend figure d'institution... c'est la stérilisation, la castration de l'esprit, le règne de la plus intolérable des polices : la police spirituelle. »

Jean-Paul ROUDEAU.

JACQUES PERRET, « RAISONS DE FAMILLE »,
Editions GALLIMARD, 360 pages.

Dans le premier volume de souvenirs « Grands chevaux et dadas », Jacques Perret nous avait raconté les aimables événements qui avaient pour décor la maison de Neuville-en-Parisis. Il y avait alors à ses côtés Nana, « la grand-mère de ses petits enfants ». Il donnait le ton qu'il ne fallait pas hausser aux risques de verser dans le solennel ou le conseiller.

Avec « Raisons de famille », Jacques Perret grimpe les arbres généalogiques et situe le centre de ses souvenirs à Galluis, le 1er août 1914, le jour où l'empereur Guillaume se prépare à jouer un mauvais coup à la France alors que le petit Jacques file d'heureuses vacances, malgré les fastidieuses leçons de piano. Toute la marmaille s'amuse en cueil-

lant les prunes pour les confitures et chacun débride son imagination en transformant le débarras de derrière l'orangerie du « manoir », qui en château-fort, qui en diligence ou en lieu de guet-apens. La maison et le jardin du grand-père Louis Roque est le rendez-vous d'été de toute la « parentèle ».

La veille de ce 1er août 1914, toute la maisonnée attend impatiemment l'arrivée de Marc Perret, fonctionnaire à l'hôtel de ville de Paris. Il ne viendra pas : l'ordre de mobilisation a été donné et pendant que Thérèse Perret et ses fils, Jacques et Louis, l'aîné, attendent mari et père, Marc boucle sa cantine pour rejoindre son cantonnement. La grande hécatombe peut commencer : chacun est décidé à en finir une fois pour toute.

Jacques Perret nous renseigne sur sa famille et les gens qui l'entoure, avec humour et émotion mélangés, en dispersant les hommes et les décors dans une plaisante fantaisie et cette dispersion, qui, chez un esprit commun, n'aurait donné que fouillis, contradiction et ennui incurable, crée une agréable promenade sur les chemins d'un jardin à l'anglaise. Sa « narration continue, écrit-il, d'aller venir, piétiner, repartir et tournailler avec plus ou moins de légèreté comme un hanneton dans un tambour, image adéquate s'il en fut. » Le gamin de treize ans, chahuteur, un peu cancre, rêvant d'aventures, de pavois, de batailles et de tournois n'en finit pas de ressusciter toute une société où les mœurs sages et les dictons mûris par des siècles de bon sens étaient encore les plus sûrs piliers de l'équilibre social et de la santé morale des gens. Chacun savait ce qui devait se faire et ne pas se faire. Point n'était besoin de soumettre à la question ce qui avait déjà été éprouvé depuis belle lurette. Mais les photos ont jauni et ce premier août 1914 nous semble aussi éloigné que les guerres napoléoniennes.

Son frère Louis, cet aîné complice de ses jeux et consolateur des minces chagrins, n'hésite pas à s'engager. Une balle au front stoppera net la course heureuse de sa jeunesse. Des gronderies acceptées, car elles font partie du droit d'aînesse, aux leçons d'histoire, de l'amour fraternel bienveillant à la croix brisée des plaines du nord qui veille à

l'exhumation, l'ombre du frère s'étend sur tous ces souvenirs, sans mièvrerie larmoyante. On devine seulement une tristesse retenue.

La dernière page tournée, on est tout heureux d'avoir écouté un homme brillant sans pédanterie, généreux sans emphase et l'on se dit qu'il eût été bien dommage, pour le plaisir du lecteur d'abord et la littérature ensuite, que ces souvenirs, rapportés « dans le désordre où ils venaient », n'aient pas été transcrits.

Jacques Perret nous redonne courage en montrant qu'on peut être bien chez soi. Peut-être que le bonhomme est d'un autre âge. Mais il est réconfortant en tout cas de trouver un écrivain qui ne prenne pas son lecteur pour un imbécile.

Jean-Paul ROUDEAU.

FRANÇOISE KERMINA, « MADAME ROLAND ou LA PASSION REVOLUTIONNAIRE », Librairie Académique PERRIN (420 pages).

Mme ROLAND, née Marie-Jeanne PHILIPON, ne provoque plus aujourd'hui les mêmes intérêts passionnés qu'elle suscita dans la première moitié du XIX^{ème} siècle. Mais elle a laissé au moins pour la postérité une phrase lapidaire qui résume sévèrement la Révolution Française et son œuvre.

Dans cette étude très fouillée qui ne verse ni dans le dénigrement systématique, ni dans la louange outrancière, Françoise Kermina brosse un tableau particulièrement vivant de cette femme rongée par l'idéal politique et la philosophie antique mais qui comprit bien mal qu'idéal et politique se conjuguent rarement ensemble et encore moins lorsqu'on veut y mêler un tant soit peu de philosophie.

Elle était ce qu'on appellerait aujourd'hui une intellectuelle avec tout ce que le mot comporte de sens, même péjoratif. « Aussi », aux plaisirs mondains, préféra-t-elle rapidement sa petite indolence philosophique ». Travaillant dans ce

qu'elle appelait son « réduit », elle respira avec passion l'atmosphère intellectuelle du règne de Louis XVI pendant lequel se sont multipliées les écoles philosophiques, les sociétés savantes. Les gens cultivés mettaient en bonne place de leur bibliothèque les œuvres des encyclopédistes. Tout ce petit monde s'agitait en rêvant de reconstruire le monde sur la base de la raison et Marie-Jeanne, tout comme son père, nourrit son esprit par la lecture des philosophes du temps.

En 1779, elle épouse un inspecteur des Arts et Manufactures, Jean-Marie Roland de La Platière, une espèce de pisse-froid que rien ne rebute et qui a une des plus hautes idées de sa fonction. « Pour lui l'humanité se divise en deux catégories : les inspecteurs des Manufactures et les autres. »

Poussée par son tempéramment et surtout son instruction. Mme Roland adhère aux idées révolutionnaires avec enthousiasme. Elle fréquente des cercles politiques, noue des relations et forge quelques amitiés. Sous cette influence, au tout au moins en partie, Roland se transforme également en révolutionnaire ardent comme presque tous les franc-maçons de l'époque. Mme Roland collabore au « Patriote Français » et partage son temps entre l'Assemblée Nationale, le Club des Jacobins et les visites qu'elle reçoit dans son salon de la rue Guénégaud.

Roland est choisi en mars 1792 par Louis XVI pour occuper le poste du Ministère de l'Intérieur ce qui fait dire à Mme Kermina que l'on va avoir deux philosophes au pouvoir car Mme Roland ne compte pas, on s'en doute, épargner son mari de ses conseils, à tel point que des cabales accrédièrent le fait que le Ministre de l'Intérieur est une femme. Le sort du « couple infernal » allait se jouer rapidement. Haï des meneurs les plus excités de la Montagne, Roland sera contraint de donner sa démission et échappera pendant plusieurs mois aux recherches policières. Quant à Marie-Jeanne Roland, elle sera arrêtée et, après une captivité très dure et très noble, elle subira le sort de toutes les victimes de Fouquier-Thinville.

Livre intelligent et agréable à lire.

J.-P. ROUDEAU.

ALAIN PEYREFITTE, « LE MAL FRANÇAIS », Editions PLON (530 pages).

Existe-t-il un mal français ? Il faut le croire puisque, depuis des siècles, politiques et moralistes dépistent sans cesse la maladie, la dénoncent, sans réussir pour autant à trouver les remèdes nécessaires dans les pharmacies du bien public. Dans l'épais volume qu'il consacre à ce « mal français », Alain Peyrefitte essaie d'expliquer les causes, de montrer les symptômes révélateurs, de faire peur au malade en brossant le tableau du sort qui l'attend s'il refuse de se soigner selon une thérapeutique qui semble ne pas avoir encore été éprouvée puisque le mal demeure.

Pour résumer ce long propos, disons simplement que le mal reconnu et étudié remonte à Louis XIV, responsable, aux yeux d'Alain Peyrefitte de centralisations politique et administrative exagérées auxquelles s'ajoutaient des réglementations tatillonnes en matière d'industrie et d'artisanat. Notre retard industriel et économique qui s'est prolongé jusqu'à nos jours du fait d'une dépopulation inquiétante n'est pas également étranger à notre déclin, ce déclin français dans lequel l'église catholique aurait sa large part de responsabilité comme elle l'a dans la mise en veilleuse des pays latins opposés, par l'auteur, aux pays protestants anglo-saxons dont le dynamisme ne s'est jamais laissé prendre au dépourvu.

Ancien élève de quelques-uns de ces nombreux séminaires jacobins où la République se maintient et se perpétue, élevé donc dans le sérail révolutionnaire où l'on inculque à chaque hôte les fameux principes de 1789, Alain Peyrefitte est sûrement un homme très intelligent, dépourvu de parti pris et même possédant un certain raisonnement d'homme de bon sens lorsqu'il parle de ceux qui devraient être ses ennemis politiques. L'auteur apparaît donc sympathique et son ouvrage se lit avec intérêt même si cette lecture est de temps en temps agaçante du fait d'une avalanche d'exemples probatoires, de citations, de témoignages, de propos personnels ou de confidences reçues, de références aux amis et aux adversaires politiques d'hier ou d'aujourd'hui, de

comparaisons historiques, économiques ou sociologiques, bref de tout un mélange qui donne parfois le vertige et une impression de touffu. Mais ce n'est pas grave puisque presque tous les grands essayistes sont tombés dans le piège de vouloir trop en mettre. Il faut croire que le genre le veut.

Etant de ceux qui pensent que le gouvernement efficace de la cité exige que le politique prime sur tout le reste, je crois, et non seulement je le crois mais je suis persuadé que notre situation actuelle n'est que la conséquence de deux cents années de démocratie révolutionnaire qui connut sans doute de grands moments, mais bien rares et qui ne correspondent qu'à des parenthèses.

Si l'on veut fonder la puissance d'un pays sur sa puissance économique, il est difficile, dans le même temps, de défendre la politique de décolonisation et celle de la limitation des naissances qui furent soutenues par la majorité d'un parti auquel l'auteur a apporté sa caution depuis longtemps. Le mal français est en réalité le mal de l'Europe, de cette Europe dans laquelle chacune des composantes accuse, séparément, les coups donnés à tour de rôle par les deux pachas mondiaux.

Sans tomber dans la minutie historique, c'est quand même traiter un peu légèrement un siècle et demi de monarchie absolue que de le résumer en quelques chapitres lapidaires et en n'y ramassant que les aspects qui confirment la conviction de l'auteur. Mais il faut bien quand même rappeler que cette monarchie ne s'effondrera que sous les coups redoutables et redoublés des francs maçons et des complices des protestants londoniens. J'ai l'impression que lorsque Alain Peyrefitte parle de la religion catholique, il n'y voit que son indispensable rôle social. C'est bien juger rapidement. Certes, de la même manière qu'il fait que chaque société connaît des gens de politique, des gens d'armes ou d'armée, de sciences, d'arts ou de finances, elle possède aussi ses gens d'église. L'ordre naturel l'exige et aucun groupement d'hommes, si primitifs soient-ils, n'échappe à cette réalité qui remonte aux origines mêmes des sociétés. Mais leur rôle dans le décor humain n'est que secondaire : ils préparent l'homme à la séparation du monde et même si des puissances

politiques imposant l'athéisme essaient de contrôler les pulsions profondes de l'homme, il existera toujours quelque part un homme imposé par Dieu. C'est de cette manière qu'il faut voir l'église et pas seulement dans sa hiérarchie.

Je regrette que Monsieur Peyrefitte fonde sa seule préoccupation sur le rendement économique du pays qui, à son avis, est source de puissance et d'autorité mondiales, sans trop manifester d'ambitions humanistes ou bien, si humanisme il y a, il possède ce défaut, que dénonçait Montaigne, d'être « trop peu théologal ». La grandeur économique de la France n'est pas indispensable à sa grandeur tout court qui est affaire de gouvernements. Mais il ne s'agit pas que le peuple pâtisse de leurs erreurs ou de leurs folies. Les constitutions de l'ancienne France avaient fort bien délimité les pouvoirs de chacun malgré les opinions de nombreux tâcherons de l'histoire du XIX^{ème} siècle et du nôtre. En se référant à Pierre Gaxotte, Alain Peyrefitte a quand même reconnu les mérites de Louis XV. Une importante étude récente (1) rend sa place à ce roi méconnu. Louis XV a su calmer le mal français, ce mal dont Henri IV parlait déjà devant le parlement de Paris au moment de l'enregistrement de l'Edit de Nantes. Vieille querelle entre catholiques et protestants ? peut-être.

Dans ce pays où la guerre civile est presque institutionnalisée depuis deux cents ans, où le vaincu, selon les lois de la guerre, n'a jamais droit à la parole, le mal dont nous souffrons est l'absence d'humanisme au sens où Bossuet l'entendait. Tout le reste suivra nécessairement.

Jean-Paul ROUDEAU.

(1) « LOUIS XV » de DEL PERUGIA (Editions ALBATROS).

MICHEL DEON : LES VINGT ANS DU JEUNE HOMME VERT. Ed. GALLIMARD.

Dans « Les vingt ans du jeune homme vert », Michel Déon nous donne, une fois encore, la mesure de son immense talent de romancier et d'écrivain.

La qualité de l'œuvre littéraire de Michel Déon et la recherche constante d'une création originale, sans pour autant rejeter les canons de la langue classique, situent d'emblée leur auteur comme légitime héritier des Hussards, — bien que nous sachions depuis l'« Histoire égoïste » de Jacques Laurent que ce groupe littéraire des années 50 n'ait eu d'existence autre que fictive.

« Les vingt ans du jeune homme vert » constituent en quelque sorte une suite au « Jeune homme vert » publié deux années auparavant. Dans ce dernier roman, nous quittons Jean Arnaud, le héros, à l'âge de ses premières amours avec Antoinette du Courseau. Dans le second volume, Jean Arnaud accédant à sa vingtième année s'en retourne de la « drôle de guerre » suivi de son ami l'aventurier Palfy, personnage truculent, que nous connaissons depuis le début de l'histoire. Au sein d'un entrelacs de relations dûes à la faveur du hasard où faux-monnayeurs, hommes des bois, officiers de l'armée allemande — nous sommes en 1941 —, Joanovici et demi-mondaines en passe de devenir femmes du monde, font et défont l'événement, notre héros parvient à une vision des hommes et à une conception du monde passablement différente de la représentation imaginaire qu'une paisible enfance normande lui avait suggérée. A cet égard, le roman de Michel Déon semble inspiré en droite ligne de « La flûte enchantée » de Mozart : Jean Arnaud subissant à la manière de Tamino un parcours initiatique à l'issue duquel le jeune homme vert se mue en adulte.

En attendant, Jean Arnaud vient à tomber amoureux d'une jeune femme, Claude Chaminadzé. Elle est mère d'un garçonnet Cyril, et mariée à un agent secret travaillant contre les puissances axistes.

Entre Claude et Jean naît un grand et difficile amour. L'évolution des sentiments entre les deux êtres, achevée de pudeur et de délicatesse ne laisse point pour autant d'évoquer la nature de leur attachement. Michel Déon révèle à cet instant une vision profondément personnelle de l'amour. Une vision classique pourrait-on dire, diamétralement opposée à la folie-passion de certains romans où la force des sentiments sert de prétexte à une création enflammée de l'imagination. L'auteur des « Poneys sauvages » soumet à notre regard la lente dégradation d'un amour non dénué de tragique d'où restent absents la stabilité et l'indépendance.

Dans les premiers temps de sa liaison avec Jean, Claude semble détenir assez de force d'âme pour ne pas tromper son époux légitime. Mais la cruauté de sa destinée exigera d'elle une forte rançon en dépit d'une fidélité conjugale sans tâche. Arrêtée et torturée par la police allemande, sa raison l'aura délaissée lorsqu'elle s'abandonnera enfin à Jean. Ce dernier, entre temps, rencontrera Nelly Tristan, actrice de cinéma à l'humeur fantasque, personnification de la joie de vivre. Jean ne tarde pas à devenir son amant. Il ne s'agit aucunement d'une trahison envers Claude, mais en revanche d'une autre manière d'aimer sans fard ni arrière-pensées. Le cœur de Jean ne se trouve aucunement déchiré entre les deux femmes qui, l'une et l'autre, s'estomperont de son univers. La pauvre Claude, marquée du sceau de la démence, oscille désormais entre les maisons d'aliénés — où d'ailleurs se cachent quelques juifs pour échapper à la Gestapo — et la maison parentale. Pour ce qui est de Nelly Tristan, le cours de sa carrière d'actrice adulée l'éloignera par la force des choses de son nouvel ami.

Par Nelly et Madeleine, une ancienne prostituée montmartoise, Jean Arnaud pénètre le « gratin » collaborationniste. S'y côtoient indifféremment femmes du monde et putains, escrocs en tous genres et autres trafiquants. Seul, Julius Kapermeister, gros industriel allemand entiché de Madeleine n'inspire pas la répulsion. Ses efforts pour organiser dans l'appartement réquisitionné de l'avenue Foch des réceptions mondaines à l'intention des « amis » français de la « Grande Allemagne » partent, si l'on veut, d'un bon

sentiment. Jean remarque d'ailleurs que lorsqu'un « Allemand se met à être bon, il ferait pleurer une chèvre »... Outre, une satire des profiteurs de la Collaboration, Michel Déon place dans la bouche d'un vieux militaire monarchiste, chef d'un réseau de la Résistance (p. 351) une opinion particulièrement judicieuse sur l'antigermanisme d'A. F. : « Mon maître Charles Maurras m'a nourri d'antigermanisme dès l'adolescence. J'ai suivi son enseignement à la lettre. Aujourd'hui, cependant, j'ai tendance à croire que cet antigermanisme maurrassien aurait dû être plus compréhensif, moins virulent après l'armistice de 1918, et devrait être au contraire plus raide pendant cette période de l'occupation. »

Le personnage véreux, un juif polonais, au patronyme imprononçable se faisant appeler par commodité Polo, pille soigneusement en compagnie de Joanovici, le patrimoine national ; alors que le Résistant pur et dur, recueillant tous les suffrages, n'est autre que le militaire monarchiste précité, déjà écoeuré par le virage amorcé par les Compagnons de la Libération et s'appêtant en conséquence à entrer dans les ordres.

Il y aurait encore énormément à dire et à écrire sur « Les vingt ans du jeune homme vert » ainsi que sur leur auteur. A notre sens, l'œuvre de Michel Déon n'a d'égale aujourd'hui et sans doute encore pour longtemps que celle de son illustre et discret aîné, Jacques Perret.

Guillaume De FERETTE.

Les mystères du Président Carter

« Il demeure une sorte de mystère », a noté un correspondant de Washington à propos du trente-neuvième président des Etats-Unis, en dépit de ses efforts pour effacer cette inconfortable impression, tous ces mois passés, et d'une entrée en fonction fort digne, le 20 janvier, avec un discours d'inauguration bref et clair, dépouillé de toute rhétorique superflue ou mirobolante.

UN PHENOMENE POLITIQUE ?

Pourquoi, dès lors, ce côté mystérieux qui subsiste chez M. Jimmy Carter ?

Tout d'abord, et principalement, parce qu'il reste, aux yeux de nombreux Américains, un « nouveau phénomène politique » : un démocrate sudiste brusquement tiré du néant venu mettre K. O. le président en exercice. Non, certes, que ce dernier eut été un génie particulier, loin de là, mais du moins avait-il l'avantage d'être un vieux routier du Capitole alors que l'expérience du pouvoir de son vainqueur électoral du 3 novembre se limitait à quatre ans au poste de gouverneur de Georgie, sans même y avoir spécialement brillé.

Washington n'en a pas moins accueilli son nouveau président avec optimisme : l'optimisme que, par atavisme, l'Amérique aime à éprouver avec un « homme neuf ». Teinté toutefois d'une certaine appréhension, cet optimisme. Ce qui, là encore, se comprend : politiquement, le nouvel hôte de la Maison Blanche demeure un inconnu, pratiquement inclassable. Au point que l'un de ses zélés partisans, durant la campagne électorale, s'en était même vanté : Il sait y faire, Jimmy. Il est de droite pour les gens de droite, progressiste pour les progressistes, modérés pour les modérés. Question crédibilité, il est de première. »

Crédibilité purement factice, et le nouveau président l'admet aujourd'hui, avec cet air d'honnêteté désarmante qui lui est propre, rappelant que « faire campagne et gouverner, ce n'est pas la même chose. »

Peut-être est-ce beaucoup de dire que M. Jimmy Carter, pour être élu président (avec une faible majorité, d'ailleurs), a berné son monde, mais le fait est là, relevé par Mme Nora Beloff dans l'« *Observer* » de Londres : « Il faut admettre que la rhétorique électorale de Carter dirigée contre un gouvernement et une bureaucratie trop étendus a créé la fausse impression que, s'il était élu, tout serait nouveau et différent. Il l'a effacée en choisissant pour son cabinet des hommes politiques et des bureaucrates très expérimentés ». Autrement dit, des « anciens », qui n'est rien de bien nouveau ni de différent, à l'instar de M. Averell Harriman (85 ans), déjà en service du temps de Roosevelt, envoyé récemment à Moscou pour « expliquer » à ses amis du Kremlin ce que sera réellement la politique du nouveau président. « Beaucoup de démocrates aussi bien que des républicains affirment aujourd'hui que Carter n'aurait jamais gagné les élections s'il avait fait connaître à l'avance la future composition de son cabinet », ajoute Mme Beloff.

LA REVANCHE DE L'ESTABLISHMENT

Notamment s'il eût annoncé durant sa campagne que la politique étrangère qu'il adopterait ne serait guère différente de celle de son rival Gerald Ford. Ce qu'il vient de faire. Cela signifie que, même sans Kissinger, le Kissingérisme se poursuivra, à quelques nuances près : effort de « détente » poursuivi, négociations avec Moscou pour la limitation des armes nucléaires accentuées et, c'est à craindre, d'autres reculs pour l'Occident, particulièrement en Afrique australe, où est favorisée la montée du pouvoir noir au détriment de la civilisation européenne.

Le nouveau secrétaire d'Etat est M. Cyrus Vance, qui fut secrétaire adjoint à la Défense sous Johnson, mais il semble devoir surtout jouer un rôle de paravant, comme Wil-

liam Rodgers dans la première administration Nixon, qui finit par être purement et simplement écarté au profit d'Henri Kissinger, qui tenait le rôle principal, dès le début. Derrière, Vance il y a donc un homme et c'est M. Zbigniew Brzezinski, 48 ans, d'origine polonaise, nouveau conseiller pour la sécurité nationale, et, en fait, le « cerveau » de politique étrangère de M. Carter, dont il est d'ailleurs le mentor depuis que le Géorgien se mit à nourrir des ambitions présidentielles.

Tout cela ne manque pas d'être inquiétant. L'honnête Jimmy — « Je ne vous mentirai jamais » — n'est-il en définitive que « le magnifique robot politique, manipulable à volonté » cyniquement suggéré par un écrivain américain ? L'hebdomadaire « US New et World Report » remarque : « Carter commence à s'incliner, au fur et à mesure qu'il confère avec les vieux routiers de Washington. Son engagement électoral de ne prendre une décision en politique étrangère sans en avoir publiquement informé d'abord la nation est depuis longtemps mort et enterré. Carter déclare maintenant qu'un secret total pourra être nécessaire pendant un certain temps ».

UN INQUIETANT PROGRAMME

M. Zbigniew Brzezinski est l'un des membres fondateurs de la Commission Trilatérale, créée en 1973, avec l'active participation de M. David Rockefeller, banquier et « roi » du pétrole. En sont membres également M. Cyrus Vance, le secrétaire au Trésor Michel Blumenthal, le secrétaire à la Défense Harold Brown, sans oublier le président Carter lui-même et son vice-président Walter « Fritz » Mondale, et diverses personnalités européennes et japonaises. Or, si cette Commission est loin d'avoir le caractère occulte d'un important groupe américain comme le « Council on Foreign Relations » (mille six cents membres formant, a-t-on dit, le « gouvernement secret » des Etats-Unis, à la manière de « L'homme invisible » de Wells : son influence est partout ressentie, mais il est rarement vu en réalité), elle

n'en est pas moins destinée à exercer une grande influence, en partageant à plus d'un égard les mêmes vues mondialistes, technocratiques. La Trilatérale est supposée être une « commission de planning multinational » et, lors de son assemblée constituante, furent fixés les buts suivants : rénovation du système monétaire mondial, « radicalisation » des pays dits pauvres, développement des relations avec le bloc communiste, « contrôle international » des ressources énergétiques.

Au sujet de ce dernier point, il n'est pas sans intérêt de rappeler que les Etats-Unis dépendent actuellement à raison de 46 % de l'étranger pour leur approvisionnement en pétrole. Ce que n'ignore pas le président Carter. Il a même affirmé : « Si jamais les pays arabes décrètent de nouveau un embargo sur les livraisons de pétrole à notre nation, je prendrai en considération une déclaration de guerre, non pas militaire, mais économique ».

Bien. Sauf que ce mot « guerre », même non militaire - mais sait-on jamais la tournure que peuvent prendre ses développements ? - a néanmoins une connaissance inquiétante. Surtout qu'au XXe siècle tous les conflits meurtriers auxquels fut mêlée l'Amérique se produisirent sous la présidence d'un démocrate : Première Guerre mondiale (Woodrow Wilson), puis la Seconde (Roosevelt) ; Corée (Truman) et Vietnam (Kennedy et Johnson). Et, chaque fois, pour des causes cachées, ou du moins très différentes de celles qu'on leur donna.

(Pierre HOFSTETTER

dans Initiative, N° de février 1977).

II

Les investissements étrangers en France

La France connaît, depuis les années 60, une implantation croissante des investissements étrangers. Cette implantation étrangère s'alourdit entre 1960 et 1967, mais surtout s'amplifie largement depuis 1969 avec le retour en force des libéraux au pouvoir. La France est le second pays d'Europe en pourcentage d'investissements des multinationales (près de 25 % des implantations européennes de multinationales). Depuis 1968, la France s'est vue littéralement envahir par les investissements étrangers. Ces investissements qui avaient augmenté de 1,8 entre 1960 et 1967 se sont multipliés par 4,5 entre 1967 et 1974. Alors que la France avait longtemps résisté à la colonisation économique, le retour en force des libéraux (Pompidou, Giscard) nous précipite sous la tutelle étrangère. D'un pays indépendant, nous devenons une colonie étrangère.

Ce qui est grave, c'est le poids prépondérant des investissements américains. Les statistiques actuelles minimisent largement leur force. Les Américains se servent de couvertures suisses et britanniques ou allemandes. Ceci diminue leur rôle apparent au profit de prétendus investissements européens. Ce fait explique l'illusoire évolution actuelle vers une légère baisse des investissements U. S. au profit d'investissements européens (1960, les investissements étrangers sont à 50 % américains contre 45 % en 1976).

Nos pauvres libéraux, partisans du rattachement de la France aux U. S. A. répliquent que seul 16 % des ventes et 16,9 % des investissements dépendent du contrôle étranger. Effectivement, c'est l'apparence de la réalité. Ce qu'ils oublient de mentionner, c'est l'importance des secteurs contrôlés. Seuls les secteurs-clés très rentables et vitaux pour notre indépendance et notre avenir dépendent de l'étranger. Les entreprises sous leur contrôle représentent 24 % des investissements, 18 % de l'emploi et 25 % des ventes industrielles.

Elles détiennent 52 % du secteur pétrolier, 53 % des machines agricoles, 32 % de la construction électrique et électronique, 38 % du secteur pharmaceutique, 23 % de la mécanique de précision. 24 % de la chimie, 27 % de la production des minerais non-ferreux... Naturellement les secteurs à faible taux de profit sont fort peu touchés. (Cuir 2,7 %, textile 2,2, verre 1,5). Ces quelques chiffres parlent d'eux-mêmes. Ils retracent l'impérialisme économique qui nous domine, nous exploite et nous vole.

ILS NOUS DOMINENT

Les étrangers ont bien compris le problème. Pourquoi disperser leurs investissements ? Mieux vaut les concentrer dans quelques branches à des points stratégiques. Cela suffit pour faire régner l'ordre yankee en France ! Peu d'investissements habilement répartis valent cent fois une masse énorme saupoudrée sur tous les secteurs. La tactique est simple. En contrôlant 28 des 275 sous-secteurs économiques français, ils se placent en situation d'absolus monopoles pour la bonne marche de l'économie (ces secteurs sont contrôlés quasi intégralement de 50 à 100 %). Leur action se place aux deux bouts de la chaîne. Contrôle sur les matières premières, leur extraction, leur distribution, mais aussi sur les secteurs à haute intensité technologique (informatique, électronique, aéronautique, nucléaire...). Pour dominer l'économie française, les U. S. A., sous couvert d'investissements propres ou germano-britanniques, se mettent en position de monopoles localisés ou partagent le marché avec des compagnies françaises (?) qui leur sont étroitement soumises.

ILS NOUS EXPLOITENT

Les investisseurs étrangers se targuent de mieux faire fonctionner les entreprises françaises. A titre d'exemple, ils citent à tout bout de champ les meilleurs salaires que l'on y verse. En réalité, ils nous exploitent : la productivité réelle

des investissements étrangers est plus faible que celle des entreprises authentiquement françaises. Si l'on fait le rapport entre la production et la masse énorme des capitaux liés sociaux et il ne cache pas son admiration au niveau très élevé de qualification du personnel utilisé, on réalise qu'il y a perte profonde. Le contrôle et les méthodes étrangères sont moins efficaces à qualification et capitaux égaux. Accepter des capitaux et des méthodes étrangères, c'est ruiner la France ! Mais c'est aussi hypothéquer l'avenir.

ILS NOUS VOLENT

D'après une étude gouvernementale, la motivation principale des investisseurs étrangers en France est la possibilité d'obtenir un taux de profit plus élevé qu'ailleurs. Par une politique de compression des salaires, les investisseurs étrangers obtiennent un taux de rémunération de leur capital largement supérieur à la moyenne nationale (cela n'est pas sans rappeler la situation de pays sous-développés et de certains développés : Canada). Alors que le taux moyen de profit (après paiement des taxes) des firmes européennes est de 3,1 % du chiffre d'affaires, ce taux grimpe brusquement à 7,8 % pour les filiales américaines sur une période de 8 ans (1960-1968).

Les libéraux nous vantent le développement mondial, l'interpénétration économique, leur idéologie n'est qu'un paravent au service de la ploutocratie internationale. En fidèles valets d'intérêts cosmopolites, ils vendent la France, petit bout par petit bout. De puissant pays indépendant, nous voilà ravalé au rang de Xème colonie. Il est temps de prendre conscience du grave danger qui nous guette. N'attendons pas de ceux qui nous gouvernent (au contraire) qu'ils nous libèrent de la tutelle étrangère. Seul un gouvernement solidariste redonnera aux Français ce qui leur appartient. Seul un état authentiquement nationaliste rendra à la France les moyens de son indépendance économique.

(Jeune Garde Solidariste, décembre - janvier).

III

LE DOCUMENT BREJNEV

« Sous le couvert de la détente, nous en avons accompli bien plus en peu de temps qu'en des années de confrontation ouverte avec l'Otan. »

Ces mots sont de M. Léonide Brejnev lui-même. Ils résument son analyse de la stratégie soviétique. Document resté longtemps secret et dont « Valeurs actuelles » publie l'essentiel.

Ce rapport existait à Washington en six exemplaires : trois à la Maison Blanche, trois autres dans les coffres des services de renseignements américains. Il est resté étouffé pendant trois ans. M. Kissinger l'avait enterré : pour ne pas déplaire à M. Brejnev.

L'exemplaire de ce document appartenant à la CIA a été inclus dans un rapport annuel, le « National Intelligence Estimate », préparé au mois de décembre dernier par une équipe d'experts réunis autour du Pr Richard Pipes.

C'est ainsi que le président Carter en a eu connaissance. Ce texte permet de comprendre certains comportements insolites du président américain : à l'égard du Kremlin, de la dissidence dans les pays de l'Est et du respect des accords d'Helsinki.

Ce « rapport Brejnev » se compose de notes prises durant un discours du secrétaire général du PC soviétique prononcé à Prague devant les chefs d'Etat et de partis des pays membres du pacte de Varsovie, en 1973 : l'année de la préparation de la conférence d'Helsinki, des pourparlers sur la réduction des forces en Europe, du premier voyage de M. Brejnev en Allemagne de l'Ouest, des traités de « normalisation » de la RFA avec les pays de l'Est, et l'année du conflit au Proche-Orient.

Les auditeurs de M. Brejnev étaient inquiets de voir sacrifiés les intérêts du communisme à la politique de détente. M. Brejnev leur dit :

« *La détente n'est qu'un stratagème destiné à camoufler un changement décisif dans la balance des forces entre les pays de la communauté socialiste et ceux du pacte de l'Otan.* »

« NOS OBJECTIFS »

« Nous sommes en train de réussir ce dont nos prédécesseurs n'ont pas été capables en employant une main de fer.

« Faites-nous confiance, camarades. Le résultat de ce que nous sommes en train d'obtenir grâce à la détente, c'est que nous aurons atteint en 1985 la plupart de nos objectifs en Europe occidentale. Nous aurons si bien consolidé notre position et le changement dans le rapport des forces sera tel que nous serons en mesure d'exercer alors notre volonté partout où cela sera nécessaire.

« Tant que se poursuivront les négociations sur la limitation des armements stratégiques et sur une réduction mutuelle des forces, un affermissement militaire en réaction à notre est peu probable. »

Enfin, sur l'Europe de 1973, le rapport contient des citations partiellement paraphrasées : la Finlande « dans la poche soviétique » ; la Norvège « encore gênante », mais toutes les indications sont dans la bonne direction ; le Danemark « a cessé d'être un élément viable de la puissance occidentale » ; la politique étrangère française suit « une ligne positive » ; « l'évolution italienne est extrêmement favorable. »

M. Brejnev ajoute : « Nos plus chers souhaits sont dépassés en Grande-Bretagne, grâce aux efforts de nos frères socialistes. Mais c'est en Allemagne que nos plus grands vœux se concrétisent : notre grand et sincère ami, le cama-

rade socialiste Willy Brandt, a réalisé un miracle en rendant possible la consolidation de frontières contestée et en menant son Ostpolitik. »

Plus de trois ans après avoir été prononcé, ce texte garde toute sa force. On lira, pages suivantes, comment il est parvenu à Washington, en quoi il éclaire les prises de position des communistes français et celles des dissidents soviétiques, notamment de M. Andréï Amalrik, sur la politique de détente de l'Union soviétique. Le rapport de M. Boris Ponomarev sur les partis communistes et la coexistence, paru en 1975, se situait déjà dans le prolongement de ce texte.

(Valeurs Actuelles, 27 fév. - 6 mars).

COMMUNIQUÉ

Le Cercle Culture et Liberté organise le samedi 2 avril, à partir de 14 heures, Salle des Horticulteurs, 84, rue de Grenelle, Paris VIIème (N° Rue du Bac), un colloque sur : *JULIUS EVOLA : LA TRADITION, LA DROITE REVOLUTIONNAIRE ET L'EUROPE.*

Les œuvres de J. Evola, maître à penser de la nouvelle génération européenne, sont toutes inspirées par une conception du monde : la métaphysique de l'histoire (opposée à la « physique » de l'histoire, sous ses deux aspects : bourgeois ou communiste). Elles portent sur les sujets les plus divers : du Zen à la sexualité, en passant par une critique des manifestations du monde moderne, par nature décadent (théorie de la relativité, musique d'avant-garde, drogue, etc...). Evola oppose l'impersonnalité active à l'individualisme, l'héroïsme au bourgeoisisme, la spiritualité païenne au matérialisme, le dépassement de soi à la satisfaction petite-bourgeoise, l'Etat organique au totalitarisme, la hiérarchie au nivellement, la race de l'esprit à l'indifférenciation, les civilisations de l'être à celles du devenir, la métaphysique du sexe à la haine théologique du sexe...

Parmi les thèmes qui seront traités lors du colloque : la maladie de la culture européenne ; Julius Evola, théoricien de l'Etat organique, l'antibourgeoisisme, les conditions préalables et les formes de la révolution européenne, etc...

Programme complet sur simple demande à : M. Georges Gondinet, BP N° 405.16, 75769 Paris Cédex 16.

Les œuvres de J. Evola parues en français seront mises en vente.

Entrée payante.

Le Gérant : Maurice BARDECHE

N° Commission Paritaire : 26501

Imprimerie Nouvelle — 79100 THOUARS

Dépôt Légal : Mars 1977

A. F. D. C. - DIFFUSION

ARNO BREKER

LE MICHEL-ANGE DU XX^{ème} SIECLE

A soixante-seize ans passés, Arno Breker demeure un sculpteur méconnu. Ne serait-ce que parce que son œuvre monumentale des années quarante a presque entièrement disparu sous les bombes, et qu'un ostracisme impitoyable s'est ensuite attaché à un artiste dont la seule faute avait été de plaire à un chef d'Etat qui se piquait d'esthétique.

Dans sa présentation, Michel Marmin analyse l'évolution stylistique d'Arno Breker et rappelle en particulier l'influence de la statuaire française, que le grand sculpteur allemand devait assimiler avant de se révéler totalement à lui-même : Aristide Maillol le surnommera alors « le Michel-Ange de l'Allemagne ». Chantre de la volonté de puissance et de la surhumanité, Arno Breker devait enfin, explique Michel Marmin, porter l'art du portrait à son plus haut degré d'intensité spirituelle.

Dans ce même ouvrage, le critique catalan José Manuel Infiesta présente un passionnant entretien avec le sculpteur et médite sur l'étrange solitude qui est aujourd'hui la sienne. José Manuel Infiesta écrit cependant : « Quand le chemin que l'abstraction artistique nous a fait suivre semble arriver à son terme, sans solution acceptable, plusieurs regards se tournent, anxieux, vers ce vieillard oublié, rebuté, et silencieux, mais qui, orgueilleux, reste ferme dans ses convictions esthétiques. »

Certaines illustrations évoquent les travaux les plus récents d'Arno Breker, tels que le buste de Salvador Dali, ou celui de Franz Liszt, réalisé en 1976 pour le Festspielhaus de Bayreuth.

A. F. D. C. DIFFUSION :

B. P. 395-16 75768 PARIS CEDEX 16

Numéros anciens de Défense de l'Occident :

Première série (1948-1960) : chaque N° 15 Frs

Deuxième série (1960-1975) : chaque N° 15 Frs

Tarif spécial pour quelques numéros devenus très rares

Complétez dès maintenant vos collections



Liste des numéros spéciaux de **Défense de l'Occident** actuellement en vente (chaque numéro fascicule : 15 Frs h. t.) :

L'Heure des paysans (1963).

La Jeunesse (1964).

Drames et problèmes de l'Afrique (1965).

Où mène le gaullisme (1967).

L'Agression israélienne et les conséquences (1967).

Les Nouveaux communistes (1968).

Le Rideau de fer bouge (1968).

La Comédie de la révolution (1968).

Les Fascismes inconnus (1969).

Le Fascisme dans le monde (1970).

La croisade antibolchévique, fascicules I, II et III (1974).

La Droite vue d'en face (1975).

Le Souvenir de Robert Brasillach (1975).

Pour établir des séries complètes, la Direction de DEFENSE DE L'OCCIDENT rachète au prix de 30 F. l'ex. les Numéros suivants :

1ère série : Numéros 1, 50/51, 53.

2ème série : Numéros 2, 3, 5, 6, 7.

Nous écrire pour faire des offres.